

**Art. 2.** In artikel 51<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 gewijzigd als volgt:

1° in 1° worden de woorden " de artikelen 21, § 3, 1°, en 29, § 2, " vervangen door de woorden " de artikelen 21, § 3 en 29, § 2, ";

2° in 4° worden de woorden "de administratieve boetes bedoeld in artikel 53" vervangen door de woorden "de administratieve boetes bedoeld in artikelen 39, § 2, en 53";

3° punt 9° wordt aangevuld als volgt:

"met name die bedoeld in artikel 126, 1°, van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië";

4° een punt 13° wordt toegevoegd, luidend als volgt:

"13° met de opbrengst van de administratieve boetes bedoeld in artikel 64, lid 1, van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen".

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen**

**Art. 3.** In artikel 64, lid 1, van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen worden de woorden "het "Fonds énergie et développement durable", ingesteld bij het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt" vervangen door de woorden "het Energiefonds ingesteld bij het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.".

**HOOFDSTUK III. — Slotbepaling**

**Art. 4.** Artikel 1 van dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1382 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/203983]

**11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1<sup>er</sup>, 6°, inséré par le décret du 27 octobre 2011;

Vu le Livre Ier du Code de l'Environnement, l'article D. 20.16, inséré par le décret du 16 mars 2006 et modifié par le décret du 24 octobre 2013;

Vu le décret « Climat » du 20 février 2014, les articles 12 à 15 et 17;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002 fixant des plafonds d'émission pour certains polluants atmosphériques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 2004 portant programme de réduction progressive des émissions de SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COVphot et NH<sub>3</sub>;

Vu le rapport du 12 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 16 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 27 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le présent arrêté vise à progresser vers des niveaux de qualité de l'air n'entraînant pas d'incidence négative notable ni de risque pour la santé humaine et l'environnement;

Considérant que le présent arrêté reprend les engagements de la Wallonie relatifs à la de réduction des émissions atmosphériques anthropiques de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), d'oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) et de particules fines (PM<sub>2,5</sub>) et prévoit l'établissement, l'adoption et la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la pollution atmosphérique ainsi que la surveillance et la déclaration des émissions de ces polluants et d'autres polluants visés à l'annexe 1, ainsi que de leurs incidences;

Considérant que le présent arrêté contribue également à la réalisation :

1° des objectifs de qualité de l'air fixés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, et des progrès en vue d'atteindre l'objectif à long terme consistant à parvenir à des niveaux de qualité de l'air conformes aux lignes directrices relatives à la qualité de l'air publiées par l'Organisation Mondiale de la Santé;

2° des objectifs en matière de protection de la biodiversité et des écosystèmes conformément au Septième programme européen d'action pour l'environnement;

3° de l'amélioration des synergies entre la politique en matière de qualité de l'air et les autres politiques pertinentes, en particulier les politiques en matière de climat et d'énergie;

Considérant que les engagements de réduction des émissions attribués à la Belgique, d'une part, par le protocole de Göteborg relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, tel qu'amendé en 2012, et, d'autre part, par la directive (EU) 2016/2284, ont été répartis entre les entités compétentes par des accords politiques sont formalisés dans deux accords de coopération en cours d'élaboration et qui devront être approuvés par le Parlement de chaque entité concernée;

Considérant que le présent arrêté vise à assurer le respect par la Région des efforts auxquels elle s'est engagée dans ces accords politiques;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet, champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la directive (EU) 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la Directive 2003/35/CE et abrogeant la Directive 2001/81/CE.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux émissions des polluants visés à l'annexe 1 provenant de toutes les sources présentes sur le territoire de la Région.

**Art. 3.** Aux fins du présent arrêté, l'on entend par:

1° l'émission : le rejet d'une substance dans l'atmosphère à partir d'une source ponctuelle ou diffuse;

2° les émissions anthropiques : les émissions de polluants dans l'atmosphère liées à l'activité humaine;

3° les précurseurs de l'ozone : les oxydes d'azote, les composés organiques volatils non méthaniques, le méthane et le monoxyde de carbone;

4° les objectifs de qualité de l'air : les valeurs limites, les valeurs cibles et les obligations en matière de concentration d'exposition pour la qualité de l'air prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;

5° le dioxyde de soufre ou SO<sub>2</sub> : tous les composés soufrés exprimés en dioxyde de soufre, y compris le trioxyde de soufre (SO<sub>3</sub>), l'acide sulfurique (H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>), et les composés soufrés réduits, tels que l'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S), les mercaptans et le sulfure de diméthyle;

6° les oxydes d'azote ou NO<sub>x</sub> : le monoxyde d'azote et le dioxyde d'azote, exprimés en dioxyde d'azote;

7° les composés organiques volatils non méthaniques ou COVNM: tous les composés organiques autres que le méthane, qui sont capables de produire des oxydants photochimiques par réaction avec des oxydes d'azote sous l'effet du rayonnement solaire;

8° les particules fines ou PM<sub>2,5</sub> : les particules d'un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 micromètres ou µm;

9° le carbone suie ou CS : des particules carbonées qui absorbent la lumière;

10° l'engagement régional de réduction des émissions : l'obligation incombant à la Région de réduire les émissions d'une substance au cours d'une année civile cible, exprimée en une quantité de kilotonnes par année qui ne peut être dépassée;

11° le cycle d'atterrissage et de décollage : le cycle comprenant la phase de roulage au sol au départ et à l'arrivée, le décollage, la montée, l'approche, l'atterrissage et toutes les autres opérations de l'aéronef ayant lieu à une altitude inférieure à 3 000 pieds;

12° la convention PATDL : la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, adoptée à Genève le 13 novembre 1979;

13° l'Agence : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

14° le Ministre : le Ministre de l'environnement.

#### CHAPITRE II. — *Engagements régionaux de réduction des émissions*

**Art. 4.** Jusqu'au 31 décembre 2019, les émissions anthropiques annuelles de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, de composés organiques volatils et d'ammoniac en provenance des sources fixes de la Région, ne peuvent pas dépasser les plafonds suivants exprimés en kilotonnes par année :

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COV	NH <sub>3</sub>
Sources fixes	29	46	28	28,76

Pour ce qui concerne le secteur du transport, la Région contribue à l'effort national en vue de réduire les émissions de façon à atteindre le plafond d'émission de ce secteur pour la Belgique, exprimé en kilotonnes par année :

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COV	NH <sub>3</sub>
Transport	2	68	35,6	/

**Art. 5.** De 2020 à 2029, la Région limite ses émissions anthropiques annuelles de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, de composés organiques volatils non méthaniques, d'ammoniac et de particules fines conformément à son engagement régional de réduction des émissions, exprimé en kilotonnes par année :

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COVNM	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
Toutes les sources, y compris le transport	25,9	68,0	35,8	25,3	7,6
Emissions 2005 en Région wallonne	44,4	114,9	45,0	26,3	10,7

**Art. 6.** A partir de 2030, la Région limite ses émissions anthropiques annuelles de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, de composés organiques volatils non méthaniques, d'ammoniac et de particules fines, conformément à son engagement régional de réduction des émissions, exprimé en kilotonnes par année :

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COVNM	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
Toutes les sources, y compris le transport	15,6	49,6	32,5	19,4	8,8
Emissions 2005 en Région wallonne	44,6	122,8	46,9	22,8	15,4

**Art. 7.** L'engagement régional de réduction des émissions visé aux articles 5 et 6 est calculé par rapport à l'année de référence 2005 et peut être adapté, sur la base de la formule visée en annexe 2.

**Art. 8.** A partir de 2025, la Région limite ses émissions anthropiques de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, de composés organiques volatils non méthaniques, d'ammoniac et de particules fines, de façon à atteindre un niveau indicatif, déterminé par une trajectoire de réduction linéaire entre les niveaux d'émission définis par les engagements de réduction des émissions pour 2020 et les niveaux d'émission définis par les engagements de réduction des émissions pour 2030.

Une trajectoire de réduction non linéaire peut être suivie si celle-ci est plus efficace d'un point de vue économique ou technique et si, à partir de 2025, elle converge progressivement vers la trajectoire de réduction linéaire et ne compromet pas les engagements de réduction des émissions pour 2030. Cette trajectoire de réduction non linéaire et les raisons de la suivre sont décrites dans le programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique visé à l'article 14.

Si les émissions de 2025 excèdent les émissions prévues dans la trajectoire de réduction, l'Agence expose la raison de cet écart ainsi que les mesures qui ramèneraient les émissions sur leur trajectoire dans les rapports d'inventaire ultérieurs établis conformément à l'article 17.

**Art. 9.** Aux fins du respect de l'article 4, les émissions des aéronefs au-delà du cycle d'atterrissage et de décollage ne sont pas prises en compte.

Aux fins du respect des articles 5 à 8, ne sont pas prises en compte, les émissions :

1° des aéronefs au-delà du cycle d'atterrissage et de décollage;

2° d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils non méthaniques provenant de la gestion des effluents d'élevage et des sols agricoles.

La gestion des effluents d'élevage et les sols agricoles correspondent, respectivement, aux catégories d'activités 3B et 3D de la nomenclature de notification des données 2014, définie par la convention PATDL.

### CHAPITRE III. — Flexibilités

**Art. 10.** La Région peut, conformément à l'annexe 4, partie 4, ajuster les inventaires régionaux des émissions annuelles pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, les composés organiques volatils non méthaniques, l'ammoniac et les particules fines lorsque l'application de méthodes améliorées d'inventaire des émissions, mises à jour conformément à l'évolution des connaissances scientifiques, est susceptible d'entraîner le non-respect des engagements régionaux de réduction des émissions.

**Art. 11.** Si, pour une année donnée, en raison d'un hiver exceptionnellement froid ou d'un été exceptionnellement sec, la Région ne peut pas respecter ses engagements de réduction des émissions, elle peut s'acquitter de ces engagements en établissant la moyenne de ses émissions annuelles pour l'année en question, l'année précédant l'année en question et l'année la suivant, sauf si cette moyenne excède le niveau des émissions régionales annuelles déterminé par l'engagement de réduction qu'elle a pris.

**Art. 12.** La Région est réputée avoir satisfait à ses obligations au titre des articles 5 à 9 pour une durée maximale de trois ans, si le non-respect de ses engagements de réduction des émissions pour les polluants pertinents résulte d'une interruption ou d'une perte de capacité soudaine et exceptionnelle dans le réseau de fourniture ou de production d'énergie ou de chaleur, qui n'aurait raisonnablement pas pu être prévue, et pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

1° tous les efforts raisonnables, y compris la mise en œuvre de nouvelles mesures et politiques, sont déployés pour respecter les engagements, et pour que la période de non-respect soit aussi brève que possible; et

2° la mise en œuvre de mesures et de politiques s'ajoutant à celles visées au 1° entraînerait des coûts disproportionnés, compromettrait de manière significative la sécurité énergétique nationale ou induirait un risque substantiel de précarité énergétique pour une partie importante de la population.

**Art. 13.** L'Agence examine si le recours à une flexibilité pour une année donnée est nécessaire et, le cas échéant, vérifie si la Région entre dans les conditions pour bénéficier d'une flexibilité et établit la proposition d'ajustement visée à l'annexe 4, partie 4.

CHAPITRE IV. — *Programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique*

**Art. 14.** Le projet de Plan Air Climat Energie que le Gouvernement élabore en application de l'article 13 du décret climat du 20 février 2014 couvre le programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique.

Le programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique comprend les éléments et les mesures de réduction des émissions visées à l'annexe 3, parties 1, 2 et 3.

**Art. 15.** Sur la base des propositions du Service public de Wallonie, le Gouvernement met à jour le programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique tous les quatre ans et lorsque, selon les données du dernier inventaire des émissions ou des dernières projections des émissions, les obligations du chapitre 2 ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être, dans un délai de dix-huit mois à compter de la présentation de ces données.

Les mises à jour du programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique comprennent les éléments visés à l'annexe 3, partie 2.2.

**Art. 16.** Le Ministre communique à la Commission européenne le programme régional, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2019, et les mises à jour, dans un délai de deux mois.

CHAPITRE V.— *Inventaires régionaux des émissions, projections régionales des émissions et rapports d'inventaire*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'Agence élabore et met à jour chaque année des inventaires régionaux des émissions pour les polluants figurant dans le tableau A de l'annexe 1, conformément aux exigences qui y sont énoncées.

L'Agence élabore et met à jour tous les quatre ans des inventaires régionaux des émissions réparties dans l'espace et des inventaires des grandes sources ponctuelles et, tous les deux ans, des projections régionales des émissions pour les polluants indiqués dans le tableau B de l'annexe 1, conformément aux exigences qui y sont énoncées.

L'Agence établit un rapport d'inventaire qui est joint aux inventaires régionaux des émissions et aux projections régionales des émissions visés aux alinéas 1 et 2, conformément aux exigences énoncées dans le tableau C de l'annexe 1.

Lorsque la Région opte pour une flexibilité prévue aux articles 10 à 12, l'Agence fait figurer dans le rapport d'inventaire de l'année concernée les informations démontrant que le recours à cette flexibilité remplit les conditions pertinentes.

§ 2. L'Agence élabore et met à jour les inventaires régionaux des émissions, y compris, le cas échéant, les inventaires régionaux des émissions ajustés, les projections régionales des émissions, les inventaires régionaux des émissions réparties dans l'espace, les inventaires des grandes sources ponctuelles et les rapports d'inventaire qui y sont joints, conformément à l'annexe 4.

§ 3. L'Agence communique les données visées dans le présent article à CELINE, conformément à l'article 7 de l'accord de coopération du 18 mai 1994 entre les Régions bruxelloise, flamande et wallonne en matière de surveillance des émissions atmosphériques et de structuration des données.

CHAPITRE VI. — *Surveillance des effets de la pollution atmosphérique*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et l'Agence surveillent les incidences négatives de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes en s'appuyant sur un réseau de sites de surveillance qui soit représentatif de leurs types d'habitats d'eau douce, naturels et semi-naturels et d'écosystèmes forestiers, selon une approche efficace au regard des coûts et fondée sur les risques.

À cette fin, la coordination avec d'autres programmes de surveillance établis en vertu du chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, de l'article 19 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et, le cas échéant, de la convention PATLD est assurée.

Le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et l'Agence emploient, le cas échéant, les données collectées au titre de ces programmes et peuvent faire usage des indicateurs de surveillance énumérés à l'annexe 5.

§ 2. Les méthodes figurant dans la convention PATLD et ses manuels relatifs aux programmes de coopération internationale peuvent être utilisées pour la collecte et la communication des informations énumérées à l'annexe 5.

§ 3. Le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et l'Agence communiquent à CELINE, conformément à l'article 7 de l'accord de coopération du 18 mai 1994 entre les Régions bruxelloise, flamande et wallonne en matière de surveillance des émissions atmosphériques et de structuration des données, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et tous les quatre ans par la suite, l'emplacement des sites de surveillance ainsi que les indicateurs de surveillance des incidences de la pollution atmosphérique associés et, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et tous les quatre ans par la suite, les données de surveillance visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE VII. — *Accès à l'information*

**Art. 19.** L'Agence publie sur son site internet :

- 1° le programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique et ses mises à jour éventuelles;
- 2° les inventaires régionaux des émissions, y compris, le cas échéant, les inventaires régionaux des émissions ajustés, les projections régionales des émissions, les inventaires régionaux des émissions réparties dans l'espace, les inventaires des grandes sources ponctuelles et les rapports d'inventaire, tels que visés à l'article 17;
- 3° les données relatives à la surveillance des effets de la pollution atmosphérique visées à l'article 18.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 20.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002 fixant des plafonds d'émission pour certains polluants atmosphériques et l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 2004 portant programme de réduction progressive des émissions de SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COVphot et NH<sub>3</sub> sont abrogés.

**Art. 21.** Les articles 10 et 13 produisent leurs effets le 31 décembre 2016.

**Art. 22.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

**ANNEXE 1. Surveillance et déclaration des émissions atmosphériques**

Tableau A. Exigences de déclaration annuelle des émissions visées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Élément	Polluants	Série chronologique	Dates de déclaration
Émissions nationales totales par catégorie de sources (1) de la NND (2)	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, NH <sub>3</sub> , CO - métaux lourds (Cd, Hg, Pb) (3) - POP (4), HAP (5) totaux, benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, dioxines/furannes, PCB (6), HCB (7) - autres métaux lourds (As, Cr, Cu, Ni, Se et Zn et leurs composés) (8)	Déclaration annuelle, de 1990 jusqu'à l'année de déclaration moins 2 (X-2)	15 février (11)
Émissions nationales totales par catégorie de sources de la NND (2)	- PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> (9) et, si disponible, CS - PTS (10)	Déclaration annuelle, de 2000 jusqu'à l'année de déclaration moins 2 (X-2)	15 février (11)

(1) Les émissions naturelles sont déclarées conformément aux méthodes établies dans la convention PATLD et le guide EMEP/AEE sur l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques. Elles ne sont pas intégrées aux totaux nationaux et font l'objet d'une déclaration séparée.

(2) Nomenclature de notification des données (NND) définie par la convention PATLD.

(3) Cd (cadmium), Hg (mercure), Pb (plomb).

(4) POP (polluants organiques persistants).

(5) HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques).

(6) PCB (polychlorobiphényles).

(7) HCB (hexachlorobenzène).

(8) As (arsenic), Cr (chrome), Cu (cuivre), Ni (nickel), Se (sélénium), Zn (zinc).

(9) On entend par "PM<sub>10</sub>" des particules d'un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 10 micromètres ou µm.

(10) PTS (Particules totales en suspension).

(11) En cas d'erreur, les données doivent être communiquées de nouveau dans un délai de quatre semaines au plus tard, et les modifications apportées doivent être clairement expliquées.

Tableau B. Exigences de déclaration des émissions et des projections visées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2

Élément	Polluants	Série chronologique/ Années cibles	Dates de déclaration
Données maillées des émissions, par catégorie de sources (NND maillage)	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, CO, NH <sub>3</sub> , PM <sub>10</sub> , PM <sub>2,5</sub> - métaux lourds (Cd, Hg, Pb) - POP (HAP totaux, HCB, PCB, dioxines/furannes) - CS (si disponible)	Tous les quatre ans pour l'année de déclaration moins 2 (X-2) à partir de 2017	1 <sup>er</sup> mai (1)
Grandes sources ponctuelles (GSP), par catégorie de sources (NND maillage)	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, CO, NH <sub>3</sub> , PM <sub>10</sub> , PM <sub>2,5</sub> - métaux lourds (Cd, Hg, Pb) - POP (HAP totaux, HCB, PCB, dioxines/furannes) - CS (si disponible)	Tous les quatre ans pour l'année de déclaration moins 2 (X-2) à partir de 2017	1 <sup>er</sup> mai (1)
Projections des émissions, agrégées selon NND	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub> , COVNM, PM <sub>2,5</sub> et, si disponible, CS	Tous les deux ans, couvrant les années de projection 2020, 2025, 2030 et, si disponibles, 2040 et 2050 à partir de 2017	15 mars

(1) En cas d'erreur, les données doivent être communiquées de nouveau dans un délai de quatre semaines, et les modifications apportées doivent être clairement expliquées.

Tableau C. Exigences de déclaration annuelle des rapports d'inventaire visées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3

Elément	Polluants	Série chronologique/ Années cibles	Dates de déclaration
Rapport d'inventaire	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, NH <sub>3</sub> , CO, PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> - métaux lourds (Cd, Hg, Pb) et CS - POP [HAP totaux, benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indéno (1,2,3-cd)pyrène, dioxines/furannes, PCB, HCB] - autres métaux lourds (As, Cr, Cu, Ni, Se et Zn et leurs composés) et PTS	Toutes les années (comme indiqué dans les tableaux A et B)	15 mars

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

#### ANNEXE 2. — Adaptation des engagements de réduction

Lorsque la Région wallonne révisé son estimation des émissions de l'année 2005 et que, suite à cela, l'objectif absolu en matière d'émissions pour la Belgique est adapté, l'objectif absolu de la Région wallonne est adapté selon la formule :

Où :

: plafond d'émissions pour la Région wallonne pour le polluant x pour 2020 ou 2030 (kt/an)

: plafond d'émissions pour la Région wallonne pour le polluant x pour 2020 ou 2030 tel que fixé aux articles 5 et 6 (kt/an)

: émissions actualisées pour 2005 du polluant x dans la Région wallonne (kt/an)

: émissions pour 2005 du polluant x dans la Région wallonne telles que fixées aux articles 5 et 6 (kt/an)

: obligation de réduction des émissions pour le polluant x pour la Belgique tel que fixé dans la directive 2016/2284 et repris dans le tableau ci-dessous en pourcentage.

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COVNM	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
2020	43	41	21	2	20
2030	66	59	35	13	39

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

## ANNEXE 3. — Programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique

## Partie 1. — Exigences générales

Lors de l'établissement, de l'adoption et de la mise en œuvre du programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique, le Ministre :

1° évalue la mesure dans laquelle les sources régionales d'émission sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité de l'air sur le territoire, dans les régions flamande et de Bruxelles-Capitale et dans les États membres voisins, à l'aide, le cas échéant, des données et des méthodes élaborées par le programme européen concerté de surveillance continue et d'évaluation EMEP, en vertu du protocole à la convention PATLD relatif au financement à long terme du programme EMEP pour le transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe;

2° tient compte de la nécessité de réduire les émissions de polluants atmosphériques pour permettre la réalisation des objectifs de qualité de l'air sur le territoire et, le cas échéant, dans les régions et États membres voisins;

3° accorde la priorité aux mesures de réduction des émissions de carbone suie lorsqu'il prend des dispositions pour respecter ses engagements de réduction des émissions de particules fines;

4° veille à garantir la cohérence avec d'autres plans et programmes pertinents établis en vertu de dispositions législatives.

## Partie 2. — Contenu du programme régional de lutte contre la pollution atmosphérique

1. Le programme régional initial de lutte contre la pollution atmosphérique couvre :

a) le cadre d'action régional en matière de qualité de l'air et de lutte contre la pollution qui a servi de base à l'élaboration du programme, notamment:

i) les priorités d'action et leur lien avec les priorités fixées dans d'autres domaines d'action pertinents, y compris le changement climatique et, le cas échéant, l'agriculture, l'industrie et les transports;

ii) les responsabilités incombant aux autorités nationales, régionales et locales;

iii) les progrès accomplis grâce aux politiques et mesures en vigueur sur les plans de la réduction des émissions, de l'amélioration de la qualité de l'air et le degré de conformité aux obligations régionales;

iv) l'évolution attendue, dans l'hypothèse où les politiques et mesures déjà adoptées ne seraient pas modifiées;

b) les options envisagées pour respecter les engagements de réduction des émissions pour la période comprise entre 2020 et 2029 et à compter de 2030 et les niveaux d'émission intermédiaires fixés pour 2025 et pour améliorer encore la qualité de l'air, ainsi que l'analyse de ces options, y compris la méthode d'analyse; le cas échéant, l'impact individuel ou combiné des politiques et mesures sur les réductions d'émissions, la qualité de l'air et l'environnement et les incertitudes associées;

c) les mesures et politiques retenues en vue d'une adoption, y compris le calendrier pour leur adoption, leur mise en œuvre et leur réexamen, et les autorités compétentes responsables;

d) le cas échéant, un exposé des raisons pour lesquelles les niveaux d'émission indicatifs fixés pour 2025 ne peuvent pas être respectés sans mesures entraînant des coûts disproportionnés;

e) le cas échéant, un compte rendu du recours aux flexibilités visées aux articles 10 à 12 et les éventuelles conséquences de ce recours sur l'environnement;

f) une évaluation de la manière dont les politiques et mesures retenues garantissent la compatibilité avec les plans et programmes mis en place dans d'autres domaines d'action pertinents.

2. Les mises à jour du programme régional initial de lutte contre la pollution atmosphérique couvrent :

a) l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme, ainsi qu'en matière de réduction des émissions et de diminution des concentrations;

b) toute modification importante du contexte politique, des analyses, du programme ou de son calendrier de mise en œuvre.

## Partie 3. — Les mesures de réduction des émissions d'ammoniac, de particules et de carbone suie

Le programme prend en compte le document d'orientation pertinent sur l'ammoniac et recourt aux meilleures techniques disponibles conformément à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

## A. Mesures visant à limiter les émissions d'ammoniac

1. La DGO3 met en place un code indicatif de bonnes pratiques agricoles pour limiter les émissions d'ammoniac, en tenant compte du code-cadre de bonnes pratiques agricoles pour réduire les émissions d'ammoniac établi en 2014 dans le cadre de la CEE-ONU et couvrant au moins les aspects suivants:

a) la gestion de l'azote, compte tenu de l'ensemble du cycle de l'azote;

b) les stratégies d'alimentation du bétail;

c) les techniques d'épandage des effluents d'élevage à bas niveau d'émissions;

d) les systèmes de stockage des effluents d'élevage à bas niveau d'émissions;

e) les systèmes d'hébergement des animaux à bas niveau d'émissions;

f) les possibilités de limiter les émissions d'ammoniac provenant de l'utilisation d'engrais minéraux.

2. La DGO3 peut établir un bilan d'azote afin de suivre l'évolution des pertes globales d'azote réactif d'origine agricole, et notamment d'ammoniac, de protoxyde d'azote, d'ammonium, de nitrates et de nitrites, suivant les principes énoncés dans le document d'orientation de la CEE-ONU sur les bilans d'azote nationaux conformément à la Décision 2012/10, ECE/EB.AIR/113/Ad.d. 1.

3. L'utilisation d'engrais au carbonate d'ammonium est interdite.

4. Les émissions d'ammoniac provenant des engrais inorganiques peuvent être réduites en appliquant les principes suivants :

a) remplacement des engrais à base d'urée par des engrais à base de nitrate d'ammonium;

b) lorsque les engrais à base d'urée continuent d'être appliqués, utilisation de méthodes dont il a été démontré qu'elles permettent de réduire les émissions d'ammoniac d'au moins 30 % par rapport aux résultats obtenus avec la technique de référence spécifiée dans le document d'orientation sur l'ammoniac;

c) promotion du remplacement des engrais inorganiques par des engrais organiques et, lorsque des engrais inorganiques continuent d'être appliqués, épandage de ceux-ci en fonction des besoins prévisibles en azote et en phosphore des cultures ou des prairies réceptrices, compte tenu également de la teneur existante en nutriments du sol et des apports en nutriments des autres engrais.

5. Les émissions d'ammoniac provenant des effluents d'élevage peuvent être réduites en appliquant les principes suivants :

a) réduction des émissions dues à l'épandage de lisier et de fumier sur les terres arables et les prairies, au moyen de méthodes qui réduisent les émissions d'au moins 30 % par rapport à la méthode de référence décrite dans le document d'orientation sur l'ammoniac et moyennant le respect des conditions suivantes:

i) épandage des fumiers et lisiers uniquement en fonction des besoins prévisibles en azote et en phosphore des cultures ou des prairies réceptrices, compte tenu également de la teneur existante en nutriments du sol et des apports en nutriments des autres engrais;

ii) absence d'épandage des fumiers et lisiers sur les terres réceptrices saturées d'eau, inondées, gelées ou recouvertes de neige;

iii) épandage des lisiers sur les prairies à l'aide d'un système à pendillards tubes traînés ou sabots traînés ou par enfouissement à plus ou moins grande profondeur;

iv) incorporation dans le sol des fumiers et lisiers épandus sur les terres arables dans les quatre heures suivant l'épandage;

b) réduction des émissions dues au stockage des effluents d'élevage en dehors des hébergements des animaux en appliquant les principes suivants:

i) dans le cas des cuves à lisier construites après le 1<sup>er</sup> janvier 2022, utilisation des systèmes ou techniques de stockage à bas niveau d'émissions dont il a été démontré qu'ils permettent de réduire les émissions d'ammoniac d'au moins 60 % par rapport à la méthode de référence décrite dans le document d'orientation sur l'ammoniac; dans le cas des cuves à lisier existantes, la réduction doit être d'au moins 40 % ;

ii) couverture des cuves de stockage de fumier;

iii) veiller à ce que les exploitations disposent d'une capacité de stockage des effluents d'élevage suffisante pour ne procéder à l'épandage que pendant des périodes favorables pour la croissance des cultures;

c) réduction des émissions en provenance des hébergements des animaux, au moyen de systèmes dont il a été démontré qu'ils permettent de réduire les émissions d'ammoniac d'au moins 20 % par rapport à la méthode de référence décrite dans le document d'orientation sur l'ammoniac;

d) réduction des émissions provenant des effluents d'élevage par des stratégies d'alimentation à faible apport protéique, dont il a été démontré qu'elles permettent de réduire les émissions d'ammoniac d'au moins 10 % par rapport à la méthode de référence décrite dans le document d'orientation sur l'ammoniac.

B. Mesures de réduction des émissions de particules et de carbone suie

1. Sans préjudice de l'annexe II relative à la conditionnalité du règlement (UE) N° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, le brûlage des déchets agricoles, des résidus de récolte et des résidus forestiers peut être interdit.

Toute dérogation à l'interdiction est limitée aux programmes préventifs visant à éviter les feux de friches, à lutter contre les nuisibles ou à préserver la biodiversité.

2. La DGO3 peut établir un code indicatif de bonnes pratiques agricoles pour la bonne gestion des résidus de récolte, qui repose sur les principes suivants:

a) amélioration de la structure des sols par incorporation de résidus de récolte;

b) recours à des techniques améliorées pour l'incorporation des résidus de récolte;

c) utilisation alternative des résidus de récolte;

d) amélioration de la teneur en nutriments et de la structure des sols par incorporation des effluents d'élevage en tant que de besoin pour une croissance optimale des végétaux, permettant ainsi d'éviter le brûlage des effluents d'élevage (fumier de ferme, litière paillée).

C. Éviter les répercussions sur les petites exploitations

Lorsqu'elle prend les mesures décrites dans les sections A et B, la DGO3 veille à ce que les répercussions sur les petites exploitations et les micro-exploitations soient pleinement prises en considération.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

**ANNEXE 4.** — Méthodes pour l'élaboration et la mise à jour des inventaires régionaux des émissions, des projections régionales des émissions, des rapports d'inventaire et des inventaires régionaux des émissions ajustés visés à l'article 16

En ce qui concerne les polluants visés à l'annexe 1, l'Agence élabore des inventaires des émissions, des inventaires des émissions ajustés le cas échéant, des projections des émissions, des inventaires des émissions réparties dans l'espace, des inventaires des grandes sources ponctuelles et des rapports d'inventaire à l'aide des méthodes adoptées par les parties à la convention PATLD, à savoir les directives EMEP pour la communication des données d'émission,



et utilise le guide EMEP/AEE sur l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques, ci-après dénommé "guide EMEP/AEE", qui y est mentionné. En outre, des informations complémentaires, en particulier les données d'activité, nécessaires pour l'analyse des inventaires des émissions et projections des émissions sont établies conformément à ces mêmes directives.

L'application des directives EMEP pour la communication des données d'émission est sans préjudice des modalités supplémentaires précisées dans la présente annexe et des exigences relatives à la nomenclature de notification des données, aux séries chronologiques et aux dates de déclaration spécifiées à l'annexe 1.

#### PARTIE 1. — Inventaires des émissions annuelles

1. Les inventaires des émissions sont transparents, cohérents, comparables, complets et exacts.
2. Les émissions des grandes catégories répertoriées sont calculées selon les méthodes définies dans le guide EMEP/AEE et en vue de l'application d'une méthode de niveau 2 ou de niveau plus élevé et plus détaillé.  
L'Agence peut recourir à d'autres méthodes scientifiquement fondées et compatibles pour établir les inventaires régionaux des émissions, à condition que ces méthodes fournissent des estimations plus précises que les méthodes par défaut indiquées dans le guide EMEP/AEE.
3. Pour les émissions dues aux transports, les émissions sont calculées et déclarées conformément aux bilans énergétiques nationaux transmis à Eurostat.
4. Les émissions du transport routier sont calculées et déclarées sur la base de la quantité de carburants vendue. Les émissions du transport routier peuvent aussi être déclarées sur la base de la quantité de carburants consommée ou du kilométrage parcouru.
5. Les émissions annuelles sont déclarées dans l'unité applicable indiquée dans le cadre de notification NND de la convention PATLD.

#### PARTIE 2. — Projections des émissions

1. Les projections des émissions sont transparentes, cohérentes, comparables, complètes et exactes, et les informations communiquées comprennent au moins :
  - a) une description claire des politiques et mesures adoptées et prévues comprises dans ces projections;
  - b) le cas échéant, les résultats de l'analyse de sensibilité réalisée pour les projections;
  - c) une description des méthodes, modèles, hypothèses de base et principaux paramètres d'entrée et de sortie.
2. Les projections des émissions sont estimées et agrégées pour les secteurs sources concernés. Une projection "avec mesures" (mesures adoptées) et, le cas échéant, une projection "avec mesures supplémentaires" (mesures prévues) est fournie pour chaque polluant conformément aux orientations fournies dans le guide EMEP/AEE.
3. Les projections des émissions sont cohérentes par rapport à l'inventaire des émissions annuelles pour l'année X-3 et aux projections communiquées au titre du Règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la Décision N° 280/2004/CE.

#### PARTIE 3. — Rapport d'inventaire

Les rapports d'inventaire sont élaborés conformément aux directives EMEP pour la communication des données d'émission et déclarés au moyen du modèle de rapport d'inventaire qui y est spécifié. Le rapport d'inventaire contient :

- 1° les descriptions, références et sources d'information des méthodes, hypothèses, facteurs d'émission et données d'activité spécifiques utilisés, ainsi que les raisons pour lesquelles ils ont été retenus;
- 2° une description des principales catégories de sources d'émission;
- 3° des informations concernant les incertitudes, l'assurance qualité et la vérification;
- 4° une description des dispositions institutionnelles prévues aux fins de l'élaboration des inventaires;
- 5° les nouveaux calculs et les améliorations prévues;
- 6° le cas échéant, des informations sur le recours aux flexibilités prévues aux articles 10 à 12;
- 7° le cas échéant, des informations sur les raisons de l'écart par rapport à la trajectoire de réduction déterminée conformément à l'article 8, ainsi que les mesures destinées à converger à nouveau vers la trajectoire;
- 8° un résumé.

#### PARTIE 4. — Ajustement des inventaires des émissions

1. La proposition d'ajustement de l'inventaire des émissions conformément à l'article 10, inclut :
  - a) la preuve que l'engagement ou les engagements de réduction des émissions concernés sont dépassés;
  - b) la démonstration de la mesure dans laquelle l'ajustement de l'inventaire des émissions réduit le dépassement et contribue au respect du ou des engagements de réduction des émissions concernés;
  - c) une estimation de la date à laquelle l'engagement ou les engagements de réduction des émissions concernés sont censés, le cas échéant, être atteints, sur la base des projections des émissions en l'absence d'ajustement;
  - d) la preuve que l'ajustement est compatible avec une ou plusieurs des trois circonstances suivantes. Il est possible de faire référence, le cas échéant, aux ajustements antérieurs pertinents :
    - i) dans le cas de nouvelles catégories de sources d'émission : -  
 - la preuve que la nouvelle catégorie de sources d'émission est attestée par la littérature scientifique ou le guide EMEP/AEE;  
 - la preuve que cette catégorie de sources n'a pas été incluse dans l'inventaire des émissions historiques concerné au moment où l'engagement de réduction des émissions a été fixé;  
 - la preuve que les émissions provenant d'une nouvelle catégorie de sources contribuent à empêcher la Région de respecter ses engagements de réduction des émissions, avec à l'appui une description détaillée de la méthode, des données et des facteurs d'émission utilisés pour parvenir à cette conclusion;
    - ii) dans le cas où des facteurs d'émission présentant des différences significatives ont été utilisés pour déterminer les émissions provenant de certaines catégories de sources :  
 - une description des facteurs d'émission initiaux, y compris une description détaillée de la base scientifique ayant servi à déterminer les facteurs d'émission;

- la preuve que les facteurs d'émission initiaux ont été utilisés pour déterminer les réductions des émissions au moment où ces réductions ont été fixées;
- une description des facteurs d'émission actualisés, y compris une description détaillée de la base scientifique ayant servi à déterminer les facteurs d'émission;
- une comparaison des estimations des émissions obtenues en utilisant les facteurs d'émission initiaux et les facteurs d'émission actualisés, démontrant que la modification des facteurs d'émission contribue à empêcher la Région de respecter ses engagements de réduction;
- le raisonnement suivi pour déterminer si la modification des facteurs d'émission est substantielle;
- iii) dans le cas où des méthodes présentant des différences significatives ont été utilisées pour déterminer les émissions provenant de certaines catégories de sources :
  - une description de la méthode initiale utilisée, y compris une description détaillée de la base scientifique ayant servi à déterminer le facteur d'émission;
  - la preuve que la méthode initiale a été utilisée pour déterminer les réductions des émissions au moment où ces réductions ont été fixées;
  - une description de la méthode actualisée utilisée, y compris une description détaillée de la base scientifique ou de la référence à partir de laquelle elle a été mise au point;
  - une comparaison des estimations des émissions obtenues par la méthode initiale et par la méthode actualisée, démontrant que la modification de la méthode contribue à empêcher la Région de respecter ses engagements en matière de réduction;
- à le raisonnement suivi pour déterminer si la modification de la méthode est substantielle.

2. La Région peut communiquer les mêmes informations à l'appui de procédures d'ajustement fondées sur des conditions préalables similaires, pour autant qu'elle présente les informations spécifiques requises conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

3. L'Agence recalcule les émissions ajustées afin de garantir, dans la mesure du possible, la cohérence des séries chronologiques pour chaque année faisant l'objet d'un ou de plusieurs ajustements.

4. Aux fins de déterminer si les conditions pertinentes figurant au paragraphe 1<sup>er</sup> sont remplies, les engagements de réduction des émissions pour les années 2020 à 2029 sont considérés comme ayant été fixés le 4 mai 2012.

5. À partir de 2025, les conditions supplémentaires suivantes s'appliquent aux ajustements au cas où il y aurait des facteurs d'émission ou des méthodologies utilisés pour déterminer les émissions provenant de certaines catégories de sources présentant des différences significatives par rapport à ceux attendus de la mise en œuvre d'une norme ou d'une règle donnée de la législation de l'Union en matière de lutte à la source contre la pollution atmosphérique, en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, d) ii) et iii):

a) après avoir tenu compte des résultats des programmes d'inspection et d'exécution contrôlant l'efficacité de la législation de l'Union en matière de lutte à la source contre la pollution atmosphérique, la Région démontre que les facteurs d'émission présentant des différences significatives ne résultent pas de la mise en œuvre ou de l'exécution de cette législation;

b) le Ministre a informé la Commission de la différence significative des facteurs d'émission.

Aux fins de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par « la législation de l'Union en matière de lutte à la source contre la pollution atmosphérique » : la législation de l'Union visant à réduire les émissions des polluants atmosphériques visés à l'annexe 1 en prenant des mesures d'atténuation à la source.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

#### ANNEXE 5. — Indicateurs facultatifs pour la surveillance des incidences de la pollution atmosphérique visés à l'article 17

1. Pour les écosystèmes d'eau douce : détermination de l'ampleur des dommages biologiques, y compris récepteurs sensibles (microphytes, macrophytes et diatomées), et diminution des stocks halieutiques ou des populations d'invertébrés :

indicateur clé de la capacité de neutralisation des acides (ANC) et indicateurs auxiliaires de l'acidité (pH), des sulfates dissous (SO<sub>4</sub>), des nitrates (NO<sub>3</sub>) et du carbone organique dissous:

fréquence d'échantillonnage: annuelle (brassage automnal des lacs) à mensuelle (cours d'eau).

2. Pour les écosystèmes terrestres : évaluation de l'acidité du sol, de la perte d'éléments nutritifs du sol, du bilan de l'azote et de la perte de biodiversité :

a) indicateur clé de l'acidité du sol: fractions échangeables de cations basiques (saturation basique) et d'aluminium échangeable dans les sols :

fréquence d'échantillonnage : tous les dix ans;

indicateurs auxiliaires : pH, sulfates, nitrates, cations basiques, concentrations d'aluminium dans une solution de sol :

fréquence d'échantillonnage : chaque année (le cas échéant);

b) indicateur clé du lessivage des nitrates du sol (NO<sub>3</sub>, lixivie) :

fréquence des prélèvements d'échantillons : chaque année;

c) indicateur clé du rapport carbone/azote (C/N) et indicateur auxiliaire de l'azote total du sol (N<sub>tot</sub>) :

fréquence d'échantillonnage : tous les dix ans;

d) indicateur clé du bilan des substances nutritives dans le feuillage (N/P, N/K, N/Mg) :

fréquence d'échantillonnage : tous les quatre ans.

3. Pour les écosystèmes terrestres: détermination des dommages à la croissance de la végétation et de la perte de biodiversité dus à l'ozone :

a) indicateur clé de la croissance de la végétation et des dommages foliaires et indicateur auxiliaire des flux de carbone (C<sub>flux</sub>) :

fréquence d'échantillonnage : chaque année;

b) indicateur clé du dépassement des niveaux critiques en termes de flux :

fréquence d'échantillonnage : chaque année au cours de la période de végétation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203983]

#### 11. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Reduktion der Emissionen bestimmter Luftschadstoffe

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1 Ziffer 6, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D. 20.16, eingefügt durch das Dekret vom 16. März 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013;

Aufgrund des "Klima"-Dekrets vom 20. Februar 2014, Artikel 12 bis 15 und 17;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2002 zur Festlegung der Emissionshöchst-mengen für bestimmte Luftschadstoffe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 2004 für ein Programm zur fortschreitenden Verminderung der Emissionen von SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, VOCphot und NH<sub>3</sub>;

Aufgrund des Berichts vom 12. November 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 16. November 2018;

Aufgrund des am 22. November 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 27. November 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichteten Antrags innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass darauf abzielt, Fortschritte im Bereich der Luftqualitätsniveaus zu erzielen, die weder bedeutsame negative Auswirkungen, noch Risiken für die menschliche Gesundheit und die Umwelt nach sich ziehen;

In der Erwägung, dass in dem vorliegenden Erlass die Verpflichtungen der Wallonie bezüglich der Reduktion der anthropogenen Luftemissionen von Schwefeldioxid (SO<sub>2</sub>), Stickstoffoxiden (NO<sub>x</sub>), flüchtigen organischen Verbindungen außer Methan (NMVOC), Ammoniak (NH<sub>3</sub>) und Feinstaub (PM<sub>2,5</sub>) angeführt werden und die Erstellung, Verabschiedung und Durchführung eines Luftreinhalteprogramms, sowie die Überwachung von und Berichterstattung über die Emissionen dieser Schadstoffe und der anderen in Anhang 1 genannten Schadstoffe sowie deren Auswirkungen vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass ebenfalls zur Durchführung folgender Ziele beiträgt:

1° der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität festgesetzten Luftqualitätsziele und der Fortschritte zwecks der Erreichung des langfristigen Ziels, das darin besteht, die Luftqualitätsniveaus zu erzielen, die mit den von der Weltgesundheitsorganisation veröffentlichten Leitlinien bezüglich der Luftqualität übereinstimmen;

2° der Zielsetzungen in Sachen Schutz der Artenvielfalt und der Ökosysteme gemäß dem 7. europäischen Umweltaktionsprogramm;

3° der Verbesserung der Synergien zwischen der Politik in Sachen Luftqualität und der anderen einschlägigen Politiken, insbesondere der Politiken in Sachen Klima und Energie;

In der Erwägung, dass die Verpflichtungen zur Reduktion der Emissionen, die Belgien einerseits durch das Göteborg-Protokoll über die Reduktion der Versauerung, der Eutrophierung und des troposphärischen Ozons in seiner im Jahr 2012 geänderten Fassung, und andererseits durch die Richtlinie (EU) 2016/2284 zugeschrieben wurden, durch politische Vereinbarungen unter die zuständigen Instanzen verteilt und in zwei sich in der Ausarbeitung befindenden Zusammenarbeitsabkommen, die vom Parlament einer jeden betroffenen Instanz genehmigt werden müssen, förmlich festgehalten wurden;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass darauf abzielt, zu gewährleisten, dass die Region die Bemühungen, zu denen diese sich in diesen politischen Vereinbarungen verpflichtet hat, einhält;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Gegenstand, Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2016/2284 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Dezember 2016 über die Reduktion der nationalen Emissionen bestimmter Luftschadstoffe, zur Änderung der Richtlinie 2003/35/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2001/81/EG umgesetzt.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass ist auf die in Anhang 1 erwähnten Schadstoffemissionen anwendbar, die aus allen auf dem Gebiet der Region vorhandenen Quellen stammen.

**Art. 3** - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Emission: die Freisetzung eines Stoffes aus einer Punkt- oder diffusen Quellen in die Atmosphäre;

2° anthropogene Emissionen: atmosphärische Schadstoffemissionen, die mit Tätigkeit des Menschen verbundenen sind;

3° Ozonvorläuferstoffe: Stickstoffoxide, flüchtige organische Verbindungen außer Methan, Methan und Kohlenmonoxid;

4° Luftqualitätsziele: die Grenzwerte, Zielwerte und Verpflichtungen in Sachen Expositionskonzentration für die Luftqualität gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität;

5° Schwefeldioxid oder SO<sub>2</sub>: alle Schwefelverbindungen, ausgedrückt in Schwefeldioxid, einschließlich Schwefeltrioxid (SO<sub>3</sub>), Schwefelsäure (H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>) und reduzierter Schwefelverbindungen wie Schwefelwasserstoff (H<sub>2</sub>S), Merkapthane und Dimethylsulfide;

6° Stickstoffoxide oder NO<sub>x</sub>: Stickstoffmonoxid und Stickstoffdioxid, ausgedrückt als Stickstoffdioxid;

7° flüchtige organische Verbindungen außer Methan oder NMVOC: alle anderen organischen Verbindungen außer Methan, die durch Reaktion mit Stickstoffoxiden in Gegenwart von Sonnenlicht photochemische Oxidantien erzeugen können;

8° Feinstaub oder PM<sub>2,5</sub>: die Staubpartikel mit einem aerodynamischen Durchmesser von höchstens 2,5 Mikrometern oder µm;

9° Ruß (black carbon, BC): kohlenstoffhaltige, lichtabsorbierende Partikel;

10° regionale Emissionsreduktionsverpflichtung: die Verpflichtung der Region zur Reduktion der Emissionen eines Stoffes im Laufe eines Zielkalenderjahres, ausgedrückt in einer Menge von Kilotonnen pro Jahr, die nicht überschritten werden darf;

11° Lande- und Startzyklus: der Zyklus, der sich aus Rollen, Starten, Steigflug, Anflug und Landung sowie allen anderen Manövern von Luftfahrzeugen ergibt, die unterhalb einer Höhe von 3 000 Fuß stattfinden;

12° LRTAP-Übereinkommen: das am 13. November 1979 in Genf verabschiedete Übereinkommen über weiträumige grenzüberschreitende Luftverunreinigung;

13° Agentur: die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat");

14° Minister: der Minister für Umwelt.

#### KAPITEL II — Regionale Emissionsreduktionsverpflichtungen

**Art. 4** - Bis zum 31. Dezember 2019 dürfen die jährlichen anthropogenen Emissionen von Schwefeldioxid, Stickstoffoxiden, flüchtigen organischen Verbindungen und Ammoniak aus stationären Quellen der Region folgende, in Kilotonnen pro Jahr ausgedrückte Höchstmengen nicht überschreiten:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	VOC	NH <sub>3</sub>
Stationäre Quellen	29	46	28	28,76

Was den Transportsektor betrifft, trägt die Region derart zu den nationalen Bemühungen im Hinblick auf die Reduktion der Emissionen bei, dass die Emissionshöchstmenge dieses Sektors in Kilotonnen pro Jahr ausgedrückt für Belgien erreicht wird:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	VOC	NH <sub>3</sub>
Transport	2	68	35,6	/

**Art. 5** - Zwischen 2020 und 2029 begrenzt die Region ihre anthropogenen Emissionen von Schwefeldioxid, Stickstoffoxiden, flüchtigen organischen Verbindungen außer Methan, Ammoniak und Feinstaub gemäß ihrer regionalen Emissionsreduktionsverpflichtung, ausgedrückt in Kilotonnen pro Jahr:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	NMVOC	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
Alle Quellen, einschließlich Transport	25,9	68,0	35,8	25,3	7,6
Emissionen 2005 in der Wallonischen Region	44,4	114,9	45,0	26,3	10,7

**Art. 6** - Ab 2030 begrenzt die Region ihre jährlichen anthropogenen Emissionen von Schwefeldioxid, Stickstoffoxiden, flüchtigen organischen Verbindungen außer Methan, Ammoniak und Feinstaub gemäß ihrer regionalen Emissionsreduktionsverpflichtung, ausgedrückt in Kilotonnen pro Jahr:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	NMVOC	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
Alle Quellen, einschließlich Transport	15,6	49,6	32,5	19,4	8,8
Emissionen 2005 in der Wallonischen Region	44,6	122,8	46,9	22,8	15,4

**Art. 7** - Die in den Artikeln 5 und 6 erwähnte regionale Emissionsreduktionsverpflichtung wird in Bezug auf das Referenzjahr 2005 berechnet und kann auf der Grundlage der in Anhang 2 erwähnte Formel angepasst werden.

**Art. 8** - Ab 2025 begrenzt die Region ihre anthropogenen Emissionen von Schwefeldioxid, Stickstoffoxiden, flüchtigen organischen Verbindungen außer Methan, Ammoniak und Feinstaub derart, dass ein indikatives Niveau erreicht wird, das von einem linearen Reduktionspfad zwischen den durch die Emissionsreduktionsverpflichtungen für 2020 festgelegten Emissionsniveaus und den durch die Emissionsreduktionsverpflichtungen für 2030 festgelegten Emissionsniveaus bestimmt wird. Die Region kann einem nichtlinearen Reduktionspfad folgen, wenn dieser von einem wirtschaftlichen oder technischen Standpunkt aus effizienter ist und sofern sich dieser Pfad ab 2025 schrittweise einem linearen Reduktionspfad annähert und dies die Emissionsreduktionsverpflichtungen für 2030 nicht gefährdet. Dieser nichtlineare Reduktionspfad und die Gründe, sich daran auszurichten, werden in dem in Artikel 14 erwähnten regionalen Luftreinhalteprogramm beschrieben.

Wenn die Emissionen des Jahres 2025 die auf dem Reduktionspfad vorgesehenen Emissionen überschreiten, erläutert die Agentur in den gemäß Artikel 17 erstellten späteren Inventarberichten den Grund für diese Abweichung, sowie die Maßnahmen, die die Emissionen zu ihrem Pfad zurückführen würden.

**Art. 9** - Zur Einhaltung des Artikels 4 werden die Emissionen der Luftfahrzeuge außerhalb des Lande- und Startzyklus nicht berücksichtigt.

Zur Einhaltung der Artikel 5 bis 8 werden folgende Emissionen nicht berücksichtigt:

1° die Emissionen der Luftfahrzeuge außerhalb des Lande- und Startzyklus;

2° die Emissionen von Stickstoffoxiden und flüchtigen organischen Verbindungen außer Methan, die aus der Düngewirtschaft und den landwirtschaftlichen Böden stammen.

Die Düngewirtschaft und die landwirtschaftlichen Böden entsprechen jeweils den Kategorien 3B und 3D der durch das LRTAP-Übereinkommen festgelegten Nomenklatur für die Berichterstattung.

#### KAPITEL III — Flexibilitätsregelungen

**Art. 10** - Die Region kann in Einklang mit Anhang 4 Teil 4 ihre regionalen Jahresemissionsinventare für Schwefeldioxid, Stickstoffoxide, flüchtige organische Verbindungen außer Methan, Ammoniak und Feinstaub anpassen, wenn die Anwendung verbesserter Emissionsinventurmethode, die dem neuesten wissenschaftlichen Kenntnisstand entsprechen, zur Nichterfüllung ihrer regionalen Emissionsreduktionsverpflichtungen führen würde.

**Art. 11** - Wenn die Region in einem bestimmten Jahr aufgrund eines außergewöhnlich strengen Winters oder eines außergewöhnlich trockenen Sommers ihre Emissionsreduktionsverpflichtungen nicht erfüllen kann, so darf sie zur Erfüllung dieser Verpflichtungen den Mittelwert ihrer jährlichen Emissionen aus dem betreffenden Jahr sowie dem vorigen und dem darauffolgenden Jahr zugrunde legen, außer wenn dieser Mittelwert die sich aus der Reduktionsverpflichtung ergebende regionale jährliche Emissionsmenge übersteigt.

**Art. 12** - Die Verpflichtungen der Region gemäß den Artikeln 5 bis 9 gelten für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren als eingehalten, wenn sich die Nichteinhaltung ihrer Emissionsreduktionsverpflichtungen für die betreffenden Schadstoffe aus einer abrupten und außergewöhnlichen Unterbrechung oder außergewöhnlichen Verlust von Kapazitäten im Strom- oder Wärmeversorgungs- oder -erzeugungssystem ergibt, die/der nach vernünftiger Einschätzung nicht vorhersehbar war, und die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° es werden alle angemessenen Anstrengungen, einschließlich der Durchführung neuer Maßnahmen und Strategien, unternommen, um die Einhaltung zu gewährleisten und um den Zeitraum der Nichteinhaltung so kurz wie möglich zu halten; und

2° die Durchführung weiterer Maßnahmen und Strategien - zusätzlich zu den unter Ziffer 1 genannten Maßnahmen und Strategien - würde unverhältnismäßige Kosten verursachen, die nationale Energieversorgungssicherheit erheblich gefährden oder einen beträchtlichen Teil der Bevölkerung der Gefahr der Energiearmut aussetzen.

**Art. 13** - Die Agentur prüft, ob die Inanspruchnahme einer Flexibilitätsregelung notwendig ist und überprüft gegebenenfalls, ob die Region alle Bedingungen erfüllt, um eine Flexibilitätsregelung in Anspruch nehmen zu können und erarbeitet den in Anhang 4 Teil 4 erwähnten Anpassungsvorschlag.

#### KAPITEL IV — Regionales Luftreinhalteprogramm

**Art. 14** - Der Entwurf zum Luft Klima Energie-Plan, den die Regierung in Anwendung des Artikels 13 des "Klima"-Dekrets vom 20. Februar 2014 ausarbeitet, deckt das regionale Programm zur Bekämpfung der Luftverschmutzung.

Das regionale Luftreinhalteprogramm umfasst die Elemente und Maßnahmen zur Reduktion der in Anhang 3 Teile 1, 2 und 3 erwähnten Emissionen.

**Art. 15** - Auf der Grundlage der Vorschläge des Öffentlichen Dienstes der Wallonie aktualisiert die Regierung das regionale Luftreinhalteprogramm alle vier Jahre und falls den Daten des letzten Emissionsinventars oder der letzten Emissionsprognosen zufolge die Verpflichtungen des Kapitels 2 nicht erfüllt werden oder die Gefahr besteht, dass sie nicht erfüllt werden, und zwar innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten, nachdem diese Daten übermittelt wurden.

Die Aktualisierungen des regionalen Luftreinhalteprogramms umfassen die in Anhang 3 Teil 2.2 erwähnten Elemente.

**Art. 16** - Spätestens am 1. April 2019 übermittelt der Minister der Europäischen Kommission das regionale Luftreinhalteprogramm und die entsprechenden Aktualisierungen innerhalb einer Frist von zwei Monaten.

#### KAPITEL V — Regionale Emissionsinventare und -prognosen sowie Inventarberichte

**Art. 17** - § 1. Die Agentur erstellt für die in der Tabelle A des Anhangs 1 aufgeführten Schadstoffe gemäß den darin festgelegten Bestimmungen regionale Emissionsinventare und aktualisiert diese jährlich.

Die Agentur erstellt für die in der Tabelle B des Anhangs 1 aufgeführten Schadstoffe gemäß den darin festgelegten Bestimmungen räumlich aufgeschlüsselte regionale Emissionsinventare und Inventare großer Punktquellen und aktualisieren diese alle vier Jahre; zudem erstellen sie regionale Emissionsprognosen für diese Schadstoffe und aktualisieren diese alle zwei Jahre.

Die Agentur erstellt gemäß der Tabelle C des Anhangs 1 einen informativen Inventarbericht, der die in den Absätzen 1 und 2 genannten regionalen Emissionsinventare und -prognosen begleitet.

Wenn die Agentur eine Flexibilitätsregelung gemäß den Artikeln 10 bis 12 anwenden möchte, nimmt sie die Angaben, die belegen, dass die Inanspruchnahme dieser Flexibilitätsregelung die einschlägigen Bedingungen erfüllt, in den informativen Inventarbericht des betreffenden Jahres auf.

§ 2. Die Agentur erstellt und aktualisiert die regionalen Emissionsinventare, gegebenenfalls einschließlich angepasster regionaler Emissionsinventare, die regionalen Emissionsprognosen, die räumlich aufgeschlüsselten regionalen Emissionsinventare, die Inventare großer Punktquellen und den informativen Inventarbericht in Einklang mit Anhang 4.

§ 3. Die Agentur übermittelt der Interregionalen Zelle für Umwelt ("Cellule interrégionale de l'Environnement" (CELINE)) die in dem vorliegenden Artikel erwähnten Daten gemäß Artikel 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 18. Mai 1994 zwischen der Brüsseler Region, der Flämischen Region und der Wallonischen Region über die Überwachung der atmosphärischen Emissionen und über die Strukturierung der Daten.

#### KAPITEL VI — Überwachung der Auswirkungen der Luftverschmutzung

**Art. 18 - § 1.** Der Öffentliche Dienst der Wallonie "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" überwacht mithilfe eines Netzes von Überwachungsstellen, die für Süßwasserökosysteme, natürliche und naturnahe Ökosysteme sowie Waldökosysteme repräsentativ sind, die negativen Auswirkungen der Luftverschmutzung auf Ökosysteme, wobei sie einen kosteneffizienten und risikobasierten Ansatz verfolgen.

Zu diesem Zweck wird die Koordination mit anderen Überwachungsprogrammen, die aufgrund des Kapitels III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität, des Artikels D. 19 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Artikels 4 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und gegebenenfalls des LRTAP-Übereinkommens erstellt wurden, gewährleistet.

Der Öffentliche Dienst der Wallonie "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" und die Agentur nutzen gegebenenfalls die im Rahmen dieser Programme erhobenen Daten und können die in Anhang 5 aufgeführten Überwachungsindikatoren anwenden.

§ 2. Bei der Erhebung und Übermittlung der in Anhang 5 aufgeführten Daten können die im LRTAP-Übereinkommen festgelegten Methoden und der in dessen Rahmen erstellten Handbücher für Programme der internationalen Zusammenarbeit angewandt werden.

§ 3. Der Öffentliche Dienst der Wallonie "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" und die Agentur übermitteln "CELINE" gemäß Artikel 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 18. Mai 1994 zwischen der Brüsseler Region, der Flämischen Region und der Wallonischen Region über die Überwachung der atmosphärischen Emissionen und über die Strukturierung der Daten bis zum 1. Juli 2018 und danach alle vier Jahre den Standort der Überwachungsstellen und die jeweiligen für die Überwachung der Auswirkungen der Luftverschmutzung verwendeten Indikatoren und bis zum 1. Juli 2019 und danach alle vier Jahre die in Paragraph 1 erwähnten Überwachungsdaten.

#### KAPITEL VII — Zugriff auf Informationen

**Art. 19 -** Die Agentur veröffentlicht auf ihrer Webseite:

- 1° das regionale Luftreinhalteprogramm und etwaige Aktualisierungen;
- 2° die regionalen Emissionsinventare, gegebenenfalls einschließlich angepasster regionaler Emissionsinventare, die regionalen Emissionsprognosen, die räumlich aufgeschlüsselten regionalen Emissionsinventare, die Inventare großer Punktquellen und die informativen Inventarberichte, wie sie in Artikel 17 erwähnt werden;
- 3° die in Artikel 18 erwähnten Daten über die Überwachung der Auswirkungen der Luftverschmutzung.

#### KAPITEL VIII — Schlussbestimmungen

**Art. 20 -** Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2002 zur Festlegung der Emissionshöchstmengen für bestimmte Luftschadstoffe und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. März 2004 für ein Programm zur fortschreitenden Verminderung der Emissionen von SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COV<sub>phot</sub> und NH<sub>3</sub> werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 21 -** Die Artikel 10 und 13 werden am 31. Dezember 2016 wirksam.

**Art. 22 -** Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen  
J.-L. CRUCKE

## ANHANG 1 — Überwachung von und Berichterstattung über Emissionen in die Luft

Tabelle A. Anforderungen an die jährliche Berichterstattung über Emissionen gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 1.

Element	Schadstoffe	Zeitreihe	Berichterstattungsfrist
Nationale Gesamtemissionen nach Quellenkategorien (1) gemäß NFR (2)	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NMVOC, NH <sub>3</sub> , CO - Schwermetalle (Cd, Hg, Pb) (3) - POP (4), HAP (5), Benzo(a)pyren, Benzo(b)fluoranthren, Benzo(k)fluoranthren, Indeno (1,2,3-cd)pyren, Dioxine/Furane, PCB (6), HCB(7) insgesamt - Andere Schwermetalle (As, Cr, Cu, Ni, Se und Zn und ihre Ver- bindungen) (8)	Jährlich, ab 1990 bis Berichtsjahr minus 2 (X-2)	15. Februar (11)
Nationale Gesamtemissionen nach Quellenkategorien gemäß NFR (2)	- PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> (9) und, wenn ver- fügbar, CS - PTS (10)	Jährlich, ab 2000 bis Berichtsjahr minus 2 (X-2)	15. Februar (11)

(1) Natürliche Emissionen werden nach den im LRTAP-Übereinkommen und im EMEP-/EUA-Leitfaden zum Inventar der Luftschadstoffemissionen festgelegten Methoden gemeldet. Sie werden nicht in die nationalen Gesamtmengen eingerechnet, sondern gesondert gemeldet.

(2) Nomenklatur für die Berichterstattung (NFR à Nomenclature for reporting) gemäß dem LRTAP-Übereinkommen.

(3) Cd (Cadmium), Hg (Quecksilber), Pb (Blei).

(4) POP (persistente organische Schadstoffe).

(5) PAK (polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe).

(6) PCB (polychlorierte Biphenyle).

(7) HCB (Hexachlorbenzol).

(8) As (Arsen), Cr (Chrom), Cu (Kupfer), Ni (Nickel), Se (Selen), Zn (Zink).

(9) "PM<sub>10</sub>" sind Partikel mit einem aerodynamischen Durchmesser von höchstens 10 Mikrometern (µm).

(10) TSP (Gesamtschwebstaub).

(11) Enthält ein Bericht Fehler, so ist er innerhalb von vier Wochen mit einer eindeutigen Erläuterung der vorgenommenen Änderungen erneut einzureichen.

Tabelle B. Anforderungen an die Berichterstattung über Emissionen und Prognosen gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 2

Element	Schadstoffe	Zeitreihe/ Zieljahre	Berichterstattungsfrist
Rasterdaten über Emissionen, nach Quellenkategorien (GNFR)	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NMVOC, CO, NH <sub>3</sub> , PM <sub>10</sub> , PM <sub>2,5</sub> - Schwermetalle (Cd, Hg, Pb) - POP (PAK insgesamt, HCB, PCB, Dioxine/Furane) - Ruß (falls verfügbar)	Alle vier Jahre, Berichtsjahr minus 2 (X-2) ab 2017	1. Mai (1)
Große Punktquellen, (LPS) nach Quellenkategorien (GNFR)	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NMVOC, CO, NH <sub>3</sub> , PM <sub>10</sub> , PM <sub>2,5</sub> - Schwermetalle (Cd, Hg, Pb) - POP (PAK insgesamt, HCB, PCB, Dioxine/Furane) - Ruß (falls verfügbar)	Alle vier Jahre, Berichtsjahr minus 2 (X-2) ab 2017	1. Mai (1)
Emissionsprognosen, nach aggregierten NFR-Sektoren	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub> , NMVOC, PM <sub>2,5</sub> und, falls verfügbar, Ruß	Alle zwei Jahre für die Prognosejahre 2020, 2025 und 2030 sowie, sofern verfügbar, 2040 und 2050 ab 2017	15. März

(1) Enthält ein Bericht Fehler, so ist er innerhalb von vier Wochen mit einer eindeutigen Erläuterung der vorgenommenen Änderungen erneut einzureichen.

Tabelle C. Jährliche Übermittlung des informativen Inventarberichts gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 3

Element	Schadstoffe	Zeitreihe/ Zieljahre	Berichterstattungsfrist
Informativer Inventarbericht	- SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NMVOC, NH <sub>3</sub> , CO, PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> - Schwermetalle (Cd, Hg, Pb) - POP [PAK insgesamt, Benzo(a)pyren, Benzo(b)fluoranthren, Benzo(k)fluoranthren, Indeno (1,2,3-cd)pyren, Dioxine/Furane, PCB, HCB] - andere Schwermetalle (As, Cr, Cu, Ni, Se und Zn und ihre Verbindungen) und TSP	Alle Jahre (wie in den Tabellen A und B angegeben)	15. März

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 über die Reduktion der Emissionen bestimmter Luftschadstoffe als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

#### ANHANG 2 — Anpassung der Reduktionsverpflichtungen

Wenn die Wallonische Region ihre Schätzung der Emissionen des Jahres 2005 revidiert und das oberste Ziel in Sachen Emissionen infolge dessen für Belgien angepasst ist, wird das oberste Ziel der Wallonischen Region nach folgender Formel angepasst:

wobei:

: Emissionshöchstmenge für die Wallonische Region für den Schadstoff x für 2020 oder 2030 (kT/Jahr)

: Emissionshöchstmenge für die Wallonische Region für den Schadstoff x für 2020 oder 2030, wie in den Artikeln 5 und 6 festgelegt (kT/Jahr)

: aktualisierte Emissionen für 2005 des Schadstoffes x in der Wallonischen Region (kT/Jahr)

: Emissionen für 2005 des Schadstoffes x in der Wallonischen Region, wie in den Artikeln 5 und 6 festgelegt (kT/Jahr)

: Verpflichtung zur Reduktion der Emissionen für den Schadstoff x für Belgien, wie in der Richtlinie 2016/2284 festgelegt und in der nachstehenden Tabelle in Prozenten angegeben.

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	NMVOC	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
2020	43	41	21	2	20
2030	66	59	35	13	39

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 über die Reduktion der Emissionen bestimmter Luftschadstoffe als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

#### ANHANG 3 — Regionales Luftreinhalteprogramm

##### Teil 1. Allgemeine Anforderungen

Bei der Erstellung, Verabschiedung und Durchführung des regionalen Luftreinhalteprogramms:

1° bewertet der Minister in welchem Umfang sich regionale Emissionsquellen voraussichtlich auf die Luftqualität in seinem Gebiet, in der flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt und in benachbarten Mitgliedstaaten auswirken, wobei er gegebenenfalls im Rahmen des Europäischen Programms für die Messung und Auswertung der



grenzüberschreitenden Luftverschmutzung (EMEP) gemäß dem Protokoll zum LRTAP-Übereinkommen betreffend die langfristige Finanzierung des EMEP-Programms für die weiträumige Übertragung von luftverunreinigenden Stoffen in Europa erhobene Daten und entwickelte Methoden verwendet;

2° berücksichtigt er die Notwendigkeit, Luftschadstoffemissionen zu reduzieren, um die Luftqualitätsziele in seinem Gebiet und gegebenenfalls in benachbarten Mitgliedstaaten zu erreichen;

3° behandelt er bei der Einführung von Maßnahmen zur Erfüllung seiner Emissionsreduktionsverpflichtungen für Feinstaub Emissionsreduktionsmaßnahmen für Ruß prioritär;

4° stellt er die Kohärenz mit anderen einschlägigen Plänen und Programmen, die aufgrund von Rechtsvorschriften aufgestellt wurden, sicher.

#### Teil 2. Inhalt des Regionalen Luftreinhalteprogramms

1. Das Regionale Luftreinhalteprogramm enthält:

a) den regionalen politischen Rahmen für Luftqualität und Luftreinhaltung, in dessen Kontext das Programm erarbeitet wurde, einschließlich der:

i) Politikprioritäten und ihr Bezug zu Prioritäten in anderen Politikbereichen, einschließlich der Klimapolitik, und gegebenenfalls der Landwirtschaft, der Industrie und des Verkehrs;

ii) Zuständigkeiten der nationalen, regionalen und lokalen Behörden;

iii) mit den derzeitigen Strategien und Maßnahmen erzielten Fortschritte bei der Emissionsreduktion und der Verbesserung der Luftqualität und des Umfangs der Einhaltung regionaler Verpflichtungen;

iv) voraussichtlichen künftigen Entwicklung, wobei davon ausgegangen wird, dass sich bereits angenommene Strategien und Maßnahmen nicht verändern werden;

b) die Politikoptionen, die für die Erfüllung der Emissionsreduktionsverpflichtungen für den Zeitraum zwischen 2020 und 2029 und ab 2030 sowie der für 2025 vorgegebenen Emissionszwischenziele und zur weiteren Verbesserung der Luftqualität in Betracht gezogen werden, sowie die Analyse dieser Optionen und die angewandte Analyseverfahren; sofern verfügbar die einzelnen oder kombinierten Auswirkungen der Strategien und Maßnahmen auf die Emissionsreduktion, die Luftqualität und die Umwelt sowie die damit verbundenen Unsicherheiten;

c) die zur Verabschiedung vorgesehenen Strategien und Maßnahmen sowie den Zeitplan für ihre Verabschiedung, Durchführung und Überprüfung mit Angabe der zuständigen Behörden;

d) gegebenenfalls eine Erläuterung der Gründe, weswegen die indikativen Emissionsziele für 2025 nicht erreicht werden können, ohne Maßnahmen zu treffen, die unverhältnismäßige Kosten verursachen;

e) gegebenenfalls einen Bericht über die Inanspruchnahme der Flexibilitätsregelungen gemäß den Artikeln 10 bis 12 und sämtliche damit verbundene Umweltauswirkungen;

f) eine Bewertung der Art und Weise, auf die ausgewählte Strategien und Maßnahmen Kohärenz mit Plänen und Programmen in anderen wichtigen Politikbereichen gewährleisten.

2. Die Aktualisierungen des regionalen Luftreinhalteprogramms umfassen:

a) eine Bewertung der mit der Durchführung des Programms, der Emissionsreduktion und der Reduktion der Schadstoffkonzentrationen erzielten Fortschritte;

b) alle erheblichen Veränderungen des politischen Kontextes, der Bewertungen, des Programms oder dessen Durchführungszeitplans.

#### Teil 3. Maßnahmen zur Reduktion von Ammoniak-, Feinstaub- und Rußemissionen

Das Programm berücksichtigt den einschlägigen Ammoniak-Leitfaden und nutzen die besten verfügbaren Techniken gemäß der Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen (integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung).

##### A. Maßnahmen zur Begrenzung von Ammoniakemissionen

1. Die OGD3 erstellt einen Ratgeber für die gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft zur Begrenzung von Ammoniakemissionen unter Berücksichtigung des UNECE-Verfahrenskodex für gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft zur Reduktion der Ammoniak-Emissionen von 2014, der mindestens folgende Punkte abdeckt:

a) Stickstoffmanagement unter Berücksichtigung des gesamten Stickstoffkreislaufs;

b) Fütterungsstrategien;

c) emissionsarme Ausbringungstechniken für Wirtschaftsdünger;

d) emissionsarme Lagerungssysteme für Wirtschaftsdünger;

e) emissionsarme Stallhaltungssysteme;

f) Möglichkeiten der Begrenzung von Ammoniakemissionen beim Einsatz von Mineräldüngern.

2. Die OGD3 kann auf der Grundlage des UNECE-Leitfadens für Stickstoffbilanzen gemäß dem Beschluss ECE/EB.AIR/113/Ad.d. 1. eine Stickstoffbilanz erstellen, um die Veränderungen bei den Gesamtverlusten von reaktivem Stickstoff aus der Landwirtschaft, einschließlich Ammoniak, Stickstoffoxid, Ammonium, Nitrate und Nitrite, zu überwachen.

3. Der Einsatz von Düngemitteln aus Ammoniumcarbonat ist verboten.

4. Die Ammoniakemissionen aus anorganischen Düngemitteln können durch folgende Maßnahmen reduziert werden:

a) Ersetzung von Düngemitteln auf Harnstoffbasis durch Düngemittel auf Ammoniumnitratbasis;

b) werden weiterhin harnstoffbasierte Düngemittel ausgebracht, Anwendung von Verfahren, mit denen sich die Ammoniakemissionen nachweislich um mindestens 30 % im Vergleich zu dem im Ammoniak-Leitfaden genannten Referenzverfahren reduzieren lassen;

c) Förderung der Ersetzung von anorganischen Düngemitteln durch organische Düngemittel und, sofern weiterhin anorganische Düngemittel eingesetzt werden, deren Ausbringung im Einklang mit dem vorhersehbaren Stickstoff- und Phosphorbedarf der gedüngten Kulturpflanzen oder Grünflächen, wobei auch dem vorhandenen Nährstoffgehalt des Bodens und Nährstoffen aus anderen Düngemitteln Rechnung getragen wird.

5. Die Ammoniakemissionen aus Wirtschaftsdünger können durch folgende Maßnahmen reduziert werden:

a) Reduktion der Emissionen infolge der Ausbringung von Gülle und Festmist auf Acker- und Grünland durch Anwendung von Verfahren, mit denen sich die Ammoniakemissionen um mindestens 30 % im Vergleich zu dem im Ammoniak-Leitfaden genannten Referenzverfahren reduzieren lassen, wobei folgende Bedingungen gelten:

i) Ausbringung von Festmist und Gülle ausschließlich im Einklang mit dem vorhersehbaren Stickstoff- und Phosphorbedarf der gedüngten Kulturpflanzen oder Grünflächen, wobei auch dem vorhandenen Nährstoffgehalt des Bodens und den Nährstoffen aus anderen Düngemitteln Rechnung getragen wird;

ii) keine Ausbringung von Festmist und Gülle, wenn der zu düngende Boden wassergesättigt, überflutet, gefroren oder schneebedeckt ist;

iii) Ausbringung von Gülle auf Grünflächen mittels Schleppschauch, Schleppschuh oder durch flache oder tiefe Injektion;

iv) Einarbeitung von Festmist oder Gülle, die auf Ackerland ausgebracht werden, innerhalb von vier Stunden nach dem Ausbringen;

b) Reduktion von Emissionen aus außerhalb von Ställen gelagertem Wirtschaftsdünger nach folgendem Verfahren:

i) für nach dem 1. Januar 2022 angelegte Güllelager Verwendung emissionsarmer Lagersysteme oder -techniken, mit denen sich die Ammoniakemissionen nachweislich um mindestens 60 % im Vergleich zu dem im Ammoniak-Leitfaden genannten Referenzverfahren reduzieren lassen; für bereits bestehende Güllelager beträgt dieser Wert 40 % ;

ii) Überdachung von Festmistlagern;

iii) Sicherstellung, dass die landwirtschaftlichen Betriebe über eine ausreichende Kapazität für die Lagerung von Wirtschaftsdünger verfügen, damit der Wirtschaftsdünger nur zu Zeiten ausgebracht wird, die für Pflanzenwachstum geeignet sind;

c) Reduktion von Emissionen aus Ställen durch Verwendung von Systemen, mit denen sich die Ammoniakemissionen nachweislich um mindestens 20 % im Vergleich zu dem im Ammoniak-Leitfaden genannten Referenzverfahren reduzieren lassen;

d) Reduktion von Emissionen aus Mist durch Strategien der eiweißreduzierten Fütterung, mit denen sich die Ammoniakemissionen nachweislich um mindestens 10 % im Vergleich zu dem im Ammoniak-Leitfaden genannten Referenzverfahren reduzieren lassen.

B. Emissionsreduktionsmaßnahmen zur Begrenzung der Feinstaub- und Rußemissionen

1. Unbeschadet des Anhangs II zur "Cross-Compliance" der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik ist die Verbrennung von landwirtschaftlichen Ernterückständen und -abfällen sowie von forstwirtschaftlichen Rückständen auf der Fläche verboten.

Ausnahmen von einem solchen Verbot dürfen lediglich für Vorsorgeprogramme zur Vermeidung unkontrollierter Flächenbrände, zur Schädlingsbekämpfung oder zum Schutz der biologischen Vielfalt gewährt werden.

2. Die OGD3 kann einen Ratgeber für die gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft zur ordnungsgemäßen Bewirtschaftung von Ernterückständen auf der Grundlage folgender Verfahren erstellen:

a) Verbesserung der Bodenstruktur durch Einarbeitung von Ernterückständen;

b) verbesserte Techniken für die Einarbeitung von Ernterückständen;

c) alternative Verwendung von Ernterückständen;

d) Verbesserung der Nährstoffbilanz und der Bodenstruktur durch Einarbeitung von Wirtschaftsdünger in der für optimales Pflanzenwachstum erforderlichen Menge und durch Vermeidung des Verbrennens von Wirtschaftsdünger oder Strohtiefstreu.

C. Verhinderung von Folgen für landwirtschaftliche Kleinbetriebe

Beim Ergreifen der in den Abschnitten A und B aufgeführten Maßnahmen stellt die OGD3 sicher, dass den Folgen für landwirtschaftliche Klein- und Kleinstbetriebe in vollem Umfang Rechnung getragen wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 über die Reduktion der Emissionen bestimmter Luftschadstoffe als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

**ANHANG 4** — Methoden für die Erstellung und Aktualisierung der regionalen Emissionsinventare und -prognosen, regionalen informativen Inventarberichte gemäß Artikel 16

Für die in Anhang 1 genannten Schadstoffe erstellt die Agentur nach den von den Vertragsparteien des LRTAP-Übereinkommens anerkannten Methoden, das heißt die EMEP-Leitlinien für die Berichterstattung, Emissionsinventare, gegebenenfalls angepasste Emissionsinventare, Emissionsprognosen, räumlich aufgeschlüsselte Emissionsinventare, Inventare großer Punktquellen und informative Inventarberichte und stützt sich dabei auf den im Übereinkommen genannten EMEP-/EUA-Leitfaden zum Inventar der Luftschadstoffemissionen (EMEP-/EUA-Leitfaden). Darüber hinaus sind nach demselben Leitfaden zusätzliche Angaben, insbesondere Aktivitätsdaten, zu erstellen, die für die Bewertung der nationalen Emissionsinventare und -prognosen erforderlich sind.

Die Beachtung der EMEP-Leitlinien für die Berichterstattung berührt nicht die in diesem Anhang spezifizierten zusätzlichen Modalitäten oder die in Anhang 1 spezifizierten Anforderungen an die Berichtsnomenklatur, die Zeitreihen und die Berichterstattungsfristen.

## TEIL 1. Jährliche Emissionsinventare

1. Die nationalen Emissionsinventare müssen transparent, kohärent, vergleichbar, vollständig und genau sein.
2. Die Emissionen aus ermittelten Schlüsselkategorien sind nach den im EMEP-/EUA-Leitfaden festgelegten Methoden zu berechnen, wobei eine Methode mindestens der Ebene 2 oder einer höheren, mehr detaillierten Ebene anzuwenden ist.  
Die Agentur kann die regionalen Emissionsinventare nach anderen wissenschaftlich fundierten und kompatiblen Methoden erstellen, wenn diese Methoden genauere Ergebnisse liefern als die Standardmethoden im EMEP-/EUA-Leitfaden.
3. Für Verkehrsemissionen werden die Emissionen nach Maßgabe der an Eurostat übermittelten nationalen Energiebilanzen berechnet und übermittelt.
4. Emissionen aus dem Straßenverkehr werden anhand der verkauften Kraftstoffe berechnet und mitgeteilt. Darüber hinaus können die Emissionen aus dem Straßenverkehr auch auf Basis der verbrauchten Kraftstoffe oder der zurückgelegten Kilometer mitgeteilt werden.
5. Die Jahresemissionen ausgedrückt in der im NFR-Mitteilungsmuster des LRTAP-Übereinkommens vorgegebenen anwendbaren Einheit werden übermittelt.

## TEIL 2. Emissionsprognosen

1. Die Emissionsprognosen müssen transparent, kohärent, vergleichbar, vollständig und genau sein, und die übermittelten Angaben müssen mindestens Folgendes umfassen:
  - a) die genaue Angabe der in den Prognosen berücksichtigten angenommenen oder geplanten Strategien und Maßnahmen;
  - b) gegebenenfalls die Ergebnisse der für die Prognosen durchgeführten Sensibilitätsanalysen;
  - c) eine Beschreibung der angewandten Methoden, Modelle, zugrunde liegenden Hypothesen sowie der wichtigsten Input- und Output-Parameter.
2. Die Emissionsprognosen werden für die relevanten Quellensektoren geschätzt und aggregiert. In Einklang mit dem EMEP-/EUA-Leitfaden wird für jeden Schadstoff eine Prognose für ein Szenario "mit Maßnahmen" (angenommene Maßnahmen) und gegebenenfalls für ein Szenario "mit zusätzlichen Maßnahmen" (geplante Maßnahmen) übermittelt.
3. Die Emissionsprognosen stimmen mit dem jährlichen Emissionsinventar für das Jahr X-3 und mit den gemäß der Verordnung (EU) Nr. 525/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2013 über ein System für die Überwachung von Treibhausgasemissionen sowie für die Berichterstattung über diese Emissionen und über andere klimaschutzrelevante Informationen auf Ebene der Mitgliedstaaten und der Union und zur Aufhebung der Entscheidung Nr. 280/2004/EG übermittelten Prognosen überein.

## TEIL 3. Informative Inventarberichte

Die informativen Inventarberichte werden im Einklang mit den EMEP-Leitlinien für die Berichterstattung erstellt und nach dem darin festgelegten Muster für Inventarberichte übermittelt. Der informative Inventarbericht enthält folgende Angaben:

- 1° Beschreibungen, Verweise und Informationsquellen zu den spezifischen Methoden, Hypothesen, Emissionsfaktoren und Tätigkeitsdaten, sowie die Gründe für ihre Wahl;
- 2° eine Beschreibung der wichtigsten nationalen Kategorien von Emissionsquellen;
- 3° Informationen über Unsicherheiten, Qualitätssicherung und Prüfung;
- 4° eine Beschreibung der institutionellen Regelung für die Erstellung des Inventars;
- 5° Neuberechnungen und geplante Verbesserungen;
- 6° soweit relevant, Angaben über die Inanspruchnahme der Flexibilitätsregelungen gemäß den Artikeln 10 bis 12;
- 7° soweit relevant, Angaben über die Gründe für die Abweichung von dem gemäß Artikel 8 festgelegten Reduktionspfad sowie die Maßnahmen, um auf diesen Pfad zurückzukehren;
- 8° eine knappe Zusammenfassung.

## TEIL 4. Anpassung der Emissionsinventare

1. Der Vorschlag der Anpassung des Emissionsinventars gemäß Artikel 10 enthält:
  - a) den Nachweis, dass die betreffende(n) Emissionsreduktionsverpflichtung(en) nicht erfüllt wird/werden;
  - b) den Nachweis, inwieweit die Anpassung des Emissionsinventars das Ausmaß der Nichterfüllung reduziert und zur Einhaltung der jeweiligen nationalen Emissionsreduktionsverpflichtung(en) beiträgt;
  - c) eine Schätzung, ob und wenn ja, wann die betreffende(n) Emissionsreduktionsverpflichtung(en) erfüllt sein wird/werden, auf der Grundlage der nationalen Emissionsprognosen ohne Anpassung;
  - d) den Nachweis, dass die Anpassung mit einem oder mehreren der drei nachstehend genannten Umstände vereinbar ist. Gegebenenfalls kann auf relevante frühere Anpassungen verwiesen werden:
    - i) bei neuen Kategorien von Emissionsquellen:
      - den Nachweis, dass die neue Emissionsquellenkategorie in der wissenschaftlichen Literatur oder im EMEP-/EUA-Leitfaden anerkannt ist;
      - den Nachweis, dass diese Quellenkategorie zu dem Zeitpunkt, an dem die Emissionsreduktionsverpflichtung festgelegt wurde, nicht im damals einschlägigen Emissionsinventar enthalten war;
      - den Nachweis, dass die Emissionen aus einer neuen Quellenkategorie dazu beitragen, dass die Region ihre Emissionsreduktionsverpflichtungen nicht erfüllen kann, zusammen mit einer ausführlichen Beschreibung der Methode, Daten und Emissionsfaktoren, anhand deren diese Schlussfolgerung gezogen wurde;
    - ii) in Fällen, in denen zur Bestimmung von Emissionen aus Quellen bestimmter Kategorien sehr unterschiedliche Emissionsfaktoren verwendet wurden:
      - eine Beschreibung der ursprünglichen Emissionsfaktoren, einschließlich einer eingehenden Beschreibung der wissenschaftlichen Grundlage für die Ableitung des Emissionsfaktors;
      - den Nachweis, dass zum Zeitpunkt der Festlegung der Emissionsreduktionen die ursprünglichen Emissionsfaktoren zur Bestimmung dieser Emissionsreduktionen herangezogen wurden;
      - eine Beschreibung der aktualisierten Emissionsfaktoren, einschließlich genauer Angaben zur wissenschaftlichen Grundlage für die Ableitung des Emissionsfaktors;

— einen Vergleich der anhand der ursprünglichen und der aktualisierten Emissionsfaktoren vorgenommenen Emissionsschätzungen, der zeigt, dass die Änderung der Emissionsfaktoren dazu beiträgt, dass die Region ihre Reduktionsverpflichtungen nicht erfüllen kann;

— die Gründe, weswegen die Änderungen der Emissionsfaktoren für signifikant gehalten werden;

iii) bei signifikanter Änderung der Methoden zur Bestimmung von Emissionen aus Quellen bestimmter Kategorien:

— eine Beschreibung der ursprünglich angewandten Methode, einschließlich genauer Angaben zur wissenschaftlichen Grundlage, die für die Ableitung des Emissionsfaktors gedient hat;

— den Nachweis, dass zum Zeitpunkt der Festlegung der Emissionsreduktionen die ursprüngliche Methode zur Bestimmung dieser Emissionsreduktionen angewendet wurde;

— eine Beschreibung der aktualisierten Methode, einschließlich einer eingehenden Beschreibung der wissenschaftlichen Grundlage, die für die Ableitung des Emissionsfaktors gedient hat;

— einen Vergleich der anhand der ursprünglichen und der aktualisierten Methoden vorgenommenen Emissionsschätzungen, der zeigt, dass die Änderung der Methode dazu beiträgt, dass die Region ihre Reduktionsverpflichtung nicht erfüllen kann;

— die Gründe, weswegen die Änderung der Methode für signifikant gehalten wird.

2. Die Region kann für Anpassungsverfahren, für die dieselben Voraussetzungen gelten, dieselben Informationen übermitteln, vorausgesetzt, sie legt die in Paragraph 1 verlangten spezifischen Angaben vor.

3. Die Agentur nimmt eine Neuberechnung der angepassten Emissionen vor, um so weit wie möglich die Konsistenz der Zeitreihe für jedes Jahr, für das die Anpassung(en) gilt/gelten, zu gewährleisten.

4. Um zu bestimmen, ob die in Paragraph 1 angegebenen einschlägigen Bedingungen erfüllt sind, wird davon ausgegangen, dass die Emissionsreduktionsverpflichtungen für die Jahre 2020 bis 2029 am 4. Mai 2012 festgelegt wurden.

5. Ab 2025 sind die nachstehenden zusätzlichen Bedingungen auf die Anpassungen anwendbar, falls Emissionsfaktoren oder Methoden verwendet werden, um Emissionen aus bestimmten Emissionsquellen zu bestimmen, die wesentliche Unterschiede im Verhältnis zu denjenigen aufweisen, die durch die Umsetzung einer durch die Rechtsvorschriften der Union bestimmten Norm oder Regel in Sachen Reduktion der Luftverschmutzung an der Quelle erwartet werden, aufgrund des Paragraphen 1 Buchstaben *d*) ii) und iii):

*a*) nachdem die Region die Ergebnisse der Inspektions- und Ausführungsprogramme, die die Wirksamkeit der Rechtsvorschriften in Sachen Reduktion der Luftverschmutzung an der Quelle kontrollieren, berücksichtigt hat, erbringt sie den Nachweis, dass sich die Emissionsfaktoren, die wesentliche Unterschiede aufweisen, nicht aus der Umsetzung oder Ausführung dieser Rechtsvorschrift ergibt;

*b*) der Minister hat die Kommission von dem wesentlichen Unterschied der Emissionsfaktoren in Kenntnis gesetzt;

Für die Zwecke des Absatzes 1 versteht man unter "Rechtsvorschrift der Union in Sachen Reduktion der Luftverschmutzung an der Quelle": die Rechtsvorschrift der Union, die darauf abzielt, die in Anhang 1 erwähnten Luftschadstoffemissionen zu reduzieren, indem Minderungsmaßnahmen an der Quelle getroffen werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 über die Reduktion der Emissionen bestimmter Luftschadstoffe als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

#### ANHANG 5 — Fakultative Indikatoren zur Überwachung der Auswirkungen der Luftverschmutzung gemäß Artikel 17

1. Süßwasserökosysteme: Bestimmung des Ausmaßes des biologischen Schadens, einschließlich sensibler Rezeptoren (Mikrophyten, Makrophyten und Diatomeen), und des Verlustes an Fischbeständen oder wirbellosen Tieren:

Leitindikator Säureneutralisierungskapazität (ANC) und sekundäre Indikatoren Säure (pH-Wert), gelöstes Sulfat (SO<sub>4</sub>), Nitrat (NO<sub>3</sub>) und gelöster organischer Kohlenstoff:

Häufigkeit der Probenahme: jährlich (in der Herbstzirkulation) bis monatlich (Wasserläufe).

2. Landökosysteme: Beurteilung des Säuregehalts des Bodens, des Verlusts an Bodennährstoffen, der Stickstoffbilanz sowie des Verlusts an Biodiversität:

*a*) Leitindikator Bodenversauerung: austauschbare Fraktionen basischer Kationen (Basensättigung) und austauschbares Aluminium im Boden:

Häufigkeit der Probenahme: alle zehn Jahre;

sekundäre Indikatoren: pH-Wert, Sulfat, Nitrat, basische Kationen, Aluminiumkonzentrationen in der Bodenlösung;

Häufigkeit der Probenahme: jährlich (soweit angezeigt);

*b*) Leitindikator Bodennitratauswaschung (NO<sub>3</sub>, Auswaschung);

Häufigkeit der Probenahme: jährlich;

*c*) Leitindikator Kohlenstoff-Stickstoff-Verhältnis (C/N) und sekundärer Indikator Gesamtstickstoffgehalt des Bodens (N<sub>tot</sub>):

Häufigkeit der Probenahme: alle zehn Jahre;

d) Leitindikator Nährstoffgleichgewicht im Laub (N/P, N/K, N/Mg):

Häufigkeit der Probenahme: alle vier Jahre.

3. Landökosysteme: Beurteilung der Schädigung des Pflanzenwachstums und der Biodiversität durch Ozon:

a) Leitindikator Pflanzenwachstum und Blattwerkschädigung und sekundärer Indikator Kohlenstoff-Flüsse (CFluss):

Häufigkeit der Probenahme: jährlich;

b) Leitindikator Überschreitung flussbasierter kritischer Belastungswerte:

Häufigkeit der Probenahme: jährlich in der Wachstumsaison.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 über die Reduktion der Emissionen bestimmter Luftschadstoffe als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203983]

#### 11 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het verlagen van de emissies van sommige luchtverontreinigende stoffen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, 6°, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.20.16., ingevoegd bij het decreet van 16 maart 2006 en gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013;

Gelet op het klimaatdecreet van 20 februari 2014, inzonderheid op de artikelen 12 tot 15 en 17;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2002 tot vastlegging van emissieplafonds voor bepaalde luchtverontreinigende stoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 2004 houdende programma voor de geleidelijke vermindering van de uitstoot van SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, fotVOS en NH<sub>3</sub>;

Gelet op het verslag van 12 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2018;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 27 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit ertoe strekt, vooruitgang te boeken in de richting van luchtkwaliteitsniveaus die geen aanzienlijke negatieve gevolgen of risico's voor de menselijke gezondheid en het leefmilieu teweegbrengen;

Overwegende dat dit besluit de Waalse verbintenissen opneemt betreffende de verlaging van antropogene emissies in de atmosfeer inzake zwaveldioxide (SO<sub>2</sub>), stikstofoxides (NO<sub>x</sub>), vluchtige organische stoffen met uitzondering van methaan (COVNM), ammoniak (NH<sub>3</sub>) en fijne deeltjes (PM<sub>2,5</sub>) en in de opstelling, de aanneming, de bewaking en de aangifte van de emissies van deze verontreinigende stoffen en andere verontreinigende stoffen als bedoeld in bijlage 1 voorziet, evenals van hun effecten;

Overwegende dat dit besluit eveneens bijdraagt tot de verwezenlijking van:

1° de luchtkwaliteitsdoelstellingen vastgesteld in het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit, en de vooruitgang die geboekt dient te worden voor de langetermijndoelstelling, namelijk luchtkwaliteitsniveaus bereiken die aangepast zijn aan de richtsnoeren inzake luchtkwaliteit van de Wereldgezondheidsorganisatie;

2° de doelstellingen inzake bescherming van de biodiversiteit en van de ecosystemen overeenkomstig het zevende Europees actieprogramma voor het leefmilieu;

3° een verbeterde wederzijdse afstemming van het luchtkwaliteitsbeleid en de andere relevante beleidsopties, in het bijzonder klimaat- en energiebeleid;

Overwegende dat de verbintenissen inzake verlaagde emissies die België zijn toegewezen door enerzijds het protocol van Göteborg inzake vermindering van verzuring, eutrofiëring en ozon op leefniveau, zoals aangepast in 2012, en anderzijds Richtlijn (EU) 2016/2284, tussen de bevoegde entiteiten verdeeld via politieke akkoorden zijn vastgelegd in twee in uitwerking zijnde samenwerkingsakkoorden die door het Parlement van elk betrokken entiteit goedgekeurd zullen moeten worden;

Overwegende dat dit besluit de inachtneming door het Gewest beoogt van de inspanningen waartoe het zich in deze politieke akkoorden verbonden heeft;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Voorwerp, toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Dit besluit is een omzetting van Richtlijn (EU) 2016/2284 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de vermindering van de nationale emissies van bepaalde luchtverontreinigende stoffen, tot wijziging van Richtlijn 2003/35/EG en tot intrekking van Richtlijn 2001/81/EG.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de emissies van de verontreinigende stoffen bedoeld in bijlage 1 uit alle bronnen aanwezig op het grondgebied van het Gewest.

**Art. 3.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° emissie: lozing van een substantie in de atmosfeer uit een punctuele of diffuse bron;

2° antropogene emissies: emissies van verontreinigende stoffen in de atmosfeer verbonden aan de menselijke activiteit;

3° ozonprecursoren: stikstofoxiden, vluchtige organische stoffen met uitzondering van methaan, methaan en koolmonoxide;

4° luchtkwaliteitsdoelstellingen: de grenswaarden, streefwaarden en blootstellingsconcentratieverplichtingen voor de luchtkwaliteit zoals vastgesteld in het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;

5° zwaveldioxide of SO<sub>2</sub>: alle zwavelverbindingen, uitgedrukt in zwaveldioxide, met inbegrip van zwaveltrioxide (SO<sub>3</sub>), zwavelzuur (H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>) en beperkte zwavelverbindingen zoals waterstofsulfide (H<sub>2</sub>S), mercaptanen en dimethylsulfide;

6° stikstofoxide of NO<sub>x</sub>: stikstofmonoxide en stikstofdioxide, uitgedrukt als stikstofdioxide;

7° de vluchtige organische stoffen, met uitzondering van methaan: alle andere organische verbindingen dan methaan, die onder invloed van de zonnestraling fotochemische oxidansen kunnen voortbrengen in reactie met stikstofoxiden;

8° fijne stof of PM<sub>2,5</sub>: deeltjes met aerodynamische diameter kleiner dan of gelijk aan 2,5 microemeter of µm;

9° carbon black: lichtabsorberende roetdeeltjes;

10° gewestelijke verbintenis tot reductie van de emissies: de verplichting, aan het Gewest opgelegd, om de emissies van een stof te beperken tijdens een doelkalenderjaar, uitgedrukt in een hoeveelheid kiloton per jaar die niet overschreden mag worden;

11° landings- en opstijgingscyclus: cyclus met het taxiën bij vertrek en aankomst, het opstijgen, de klim, het naderen, het landen en alle overige verrichtingen van het luchtvaartuig op een lagere hoogte dan 3000 voet;

12° Verdrag van Genève: het Verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, aangenomen te Genève op 13 november 1979;

13° Agentschap: het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

14° de Minister: de Minister van Leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — *Gewestelijke verbintenissen tot verlaging van de emissies*

**Art. 4.** Tot en met 31 december 2019 mogen de jaarlijkse antropogene emissies van zwaveldioxide, stikstofoxiden, vluchtige organische verbindingen uit stationaire bronnen van het Gewest volgende maxima, uitgedrukt in kiloton/jaar, niet overschrijden:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	VOS	NH <sub>3</sub>
Stationaire bronnen	29	46	28	28,76

Voor wat de vervoerssector betreft, draagt het Gewest bij tot de nationale inspanning met het oog op de verlaging van de emissies voor het bereiken het emissieplafond van deze sector voor België, uitgedrukt in kiloton/jaar:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	VOS	NH <sub>3</sub>
Vervoer	2	68	35,6	/

**Art. 5.** Van 2020 tot 2029 beperkt het Gewest zijn jaarlijkse antropogene emissies van zwaveldioxide, stikstofoxide, vluchtige organische verbindingen met uitzondering van methaan, ammoniak en fijne deeltjes overeenkomstig zijn gewestelijke verbintenis tot verlaging van de emissies, uitgedrukt in kiloton/jaar:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	NMVOS	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
Alle bronnen, vervoer inbegrepen	25,9	68,0	35,8	25,3	7,6
Emissies Waals Gewest 2005	44,4	114,9	45,0	26,3	10,7

**Art. 6.** Vanaf 2030 beperkt het Gewest zijn jaarlijkse antropogene emissies van zwaveldioxide, stikstofoxide, vluchtige organische verbindingen met uitzondering van methaan, ammoniak en fijne deeltjes overeenkomstig zijn gewestelijke verbintenis tot verlaging van de emissies, uitgedrukt in kiloton/jaar:

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	NMVOS	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
Alle bronnen, vervoer inbegrepen	15,6	49,6	32,5	19,4	8,8
Emissies Waals Gewest 2005	44,6	122,8	46,9	22,8	15,4

**Art. 7.** De gewestelijke verbintenis tot verlaging van de emissies, bedoeld in de artikelen 5 en 6, wordt berekend ten opzichte van het referentiejaar 2005 en kan op grond van de formule bedoeld in bijlage 2 worden aangepast.

**Art. 8.** Te rekenen van 2025 beperkt het Gewest zijn antropogene emissies van zwaveldioxide, stikstofoxide, organische verbindingen met uitzondering van methaan, ammoniak en fijne stofdeeltjes om een indicatief niveau te bereiken, bepaald door een lineair reductietraject tussen de emissieniveaus vastgesteld in de verbintenissen tot verlaging van de emissies voor 2020 en de emissieniveaus vastgesteld in de verbintenissen tot verlaging van de emissies voor 2030.

Er kan een niet-lineair reductietraject worden gevolgd als dit uit economisch en technisch oogpunt slagkrachtiger is en als het lineair reductietraject vanaf 2025 geleidelijk ingehaald wordt zonder de verbintenissen tot de verlaging van de emissies tegen 2030 in gevaar te brengen. Dit reductietraject en de redenen om het te volgen worden omschreven in gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging bedoeld in artikel 14.

Als de emissies in 2025 boven de emissies van het reductietraject liggen, wordt het differentieel door het Agentschap in de overeenkomstig artikel 17 opgestelde latere inventarisverslagen uiteengezet, samen met de maatregelen om de emissies opnieuw op dit spoor te krijgen.

**Art. 9.** Met het oog op de inachtneming van artikel 4 worden de emissies van luchtvaartuigen buiten de landingsopstijgingscyclus om, niet in overweging genomen.

Met het oog op de inachtneming van de artikelen 5 tot 8 worden de emissies niet in overweging genomen:

1° van de luchtvaartuigen buiten de landings- en opstijgingscyclus om;

2° van stikstofoxiden en vluchtige organische substanties met uitzondering van methaan, uit het beheer van dierlijke mest en landbouwbodems.

Het beheer van dierlijke mest en landbouwbodems beantwoorden respectievelijk aan de activiteitscategorieën 3B en 3D van de nomenclatuur voor de kennisgeving van de gegevens 2014, omschreven in het Verdrag van Genève.

### HOOFDSTUK III. — *Flexibiliteiten*

**Art. 10.** Het Gewest kan overeenkomstig bijlage 4, deel 4, de gewestelijke inventarissen van de jaarlijkse emissies aanpassen voor zwaveldioxide, stikstofoxiden, vluchtige organische verbindingen met uitzondering van methaan, ammoniak en fijne deeltjes wanneer de toepassing van verbeterde inventarismethodes van de emissies, bijgewerkt in functie van de evoluerende wetenschappelijke kennis, de niet-inachtneming van de gewestelijke verbintenissen tot reductie van de emissies als gevolg zou hebben.

**Art. 11.** Als het Gewest, voor een gegeven jaar, wegens een buitengewoon koude winter of een buitengewoon droge zomer, zijn verbintenissen tot verlaging van de emissies niet kan nakomen, kunnen deze verbintenissen ingevuld worden door het gemiddelde van de gewestelijke jaarlijkse emissies te berekenen voor het betrokken jaar, het jaar daarvoor en het jaar daarna behalve als dat gemiddelde hoger komt te liggen dan het niveau van de jaarlijkse gewestelijke emissies bepaald door de reductieverbintenis toegezegd door het Gewest.

**Art. 12.** Het Gewest wordt geacht zijn verplichtingen ten titel van de artikelen 5 tot 9 te hebben nageleefd voor een maximumduur van drie jaar als de niet-inachtneming van zijn verbintenissen tot verlaging van de emissies voor de relevante verontreinigende stoffen voortvloeit uit een redelijkerwijs niet te voorzien, plotse en buitengewone onderbreking of capaciteitsdaling in het energie- of warmtedistributie- of productienet voor zover volgende voorwaarden zijn vervuld:

1° alle redelijke inspanningen, met inbegrip van de uitvoering van nieuwe en beleidsmaatregelen, worden geleverd om de verbintenissen na te komen, en om ervoor te zorgen dat de periode van niet-nakoming zo kort mogelijk is; en

2° de uitvoering van maatregelen en beleidsmaatregelen die boven op die bedoeld onder 1° komen, zou disproportionele kosten tot gevolg hebben, zou een significant gevaar vormen voor de nationale energieveiligheid of zou een substantieel risico op energieonzekerheid voor een aanzienlijk deel van de bevolking inhouden.

**Art. 13.** Het Agentschap gaat na, of het voor een gegeven jaar nodig is flexibiliteit in te roepen en, in voorkomend geval, of het Gewest de voorwaarden vervult om voor flexibiliteit in aanmerking te komen en stelt het aanpassingsvoorstel bedoeld in bijlage 4, deel 4, vast.

### HOOFDSTUK IV. — *Gewestelijke programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging*

**Art. 14.** Het Lucht Klimaat Energie Plan-ontwerp dat de Regering uitwerkt overeenkomstig artikel 13 van het klimaatdecreet van 20 februari 2014 dekt het gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging.

Het gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging omvat de elementen en maatregelen voor de reductie van de emissies bedoeld in bijlage 3, delen 1, 2 en 3.

**Art. 15.** Op grond van de voorstellen van de Waalse Overheidsdienst zorgt de Regering om de vier jaar, en wanneer de verplichtingen van hoofdstuk 2 volgens de gegevens van de laatste inventaris van de emissies of van de laatste emissieprojecties niet nageleefd worden of dreigen te worden, voor een bijwerking van het gewestelijk programma van de bestrijding van de luchtverontreiniging, binnen een termijn van achttien maanden na het voorleggen van deze gegevens.

Het gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging omvat de elementen bedoeld in bijlage 3, deel 2.2.

**Art. 16.** De Minister deelt het gewestelijk programma uiterlijk op 1 april 2019 en de bijgewerkte versies binnen een termijn van twee maanden aan de Europese Commissie mee.

### HOOFDSTUK V. — *Gewestelijke inventarissen van de emissies, gewestelijke projecties van de emissies en inventarisverslagen*

**Art. 17.** § 1. Jaarlijks worden de gewestelijke inventarissen van de emissies voor de verontreinigende stoffen, opgenomen in tabel A van bijlage 1, overeenkomstig de daarin verwoorde vereisten door het Agentschap uit- en bijgewerkt.

Om de vier jaar worden de gewestelijke inventarissen van de in de ruimte verspreide emissies en van de inventarissen van de grote punctuele bronnen, en om de twee jaar worden de gewestelijke projecties van de emissies voor de verontreinigende stoffen, opgegeven in tabel B van bijlage 1, overeenkomstig de daarin verwoorde vereisten door het Agentschap uit- en bijgewerkt.

Er wordt door het Agentschap een inventarisverslag opgesteld, dat wordt gevoegd bij de gewestelijke inventarissen van de emissies en de gewestelijke projecties van de emissies bedoeld in de leden 1 en 2, overeenkomstig de vereisten verwoord in tabel C van bijlage 1.

Wanneer het Gewest voor een flexibiliteit als bedoeld in de artikelen 10 tot 12 opteert, laat het Agentschap de informatie waaruit blijkt dat het invoeren van deze flexibiliteit de relevante voorwaarden vervult, in het inventarisverslag van het betrokken jaar opnemen.

§ 2. De gewestelijke inventarissen van de emissies, met inbegrip van, in voorkomend geval, de aangepaste gewestelijke inventarissen van de emissies, de gewestelijke projecties van de emissies, de gewestelijke inventarissen van de in de ruimte verspreide emissies en de inventarissen van de grote punctuele bronnen en de daarbij gevoegde inventarisverslagen worden overeenkomstig bijlage 4 door het Agentschap uit- en bijgewerkt.

§ 3. De gegevens bedoeld in dit artikel worden overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 18 mei 1994 tussen het Brusselse, Vlaamse en Waalse Gewest inzake het toezicht op emissies in de lucht en op de structurering van de gegevens aan IRCEL medegedeeld.

#### HOOFDSTUK VI. — Toezicht op de gevolgen van de luchtverontreiniging

**Art. 18.** § 1. De Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en het Agentschap oefenen een toezicht uit op de negatieve effecten van de luchtverontreiniging op de ecosystemen, daarbij aan de hand van een kostenefficiënte en risico-gefocusste aanpak steunend op een representatief bewakingsnet van soorten natuurlijke en semi-natuurlijke zoetwaterhabitats en bosccosystemen.

Daartoe wordt de coördinatie gegarandeerd met andere bewakingsprogramma's, opgesteld krachtens hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit, artikel D.19 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en artikel 4 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en, in voorkomend geval, het Verdrag van Genève.

De Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en het Agentschap maken in voorkomend geval gebruik van de gegevens, ingezameld met het oog op deze programma's, en van de toezichtsindicatoren vernoemd in bijlage 5.

§ 2. De methodes opgenomen in het Verdrag van Genève en de desbetreffende handboeken voor programma's van internationale samenwerking kunnen worden gebruikt voor de inzameling en de mededeling van de informatie vernoemd in bijlage 5.

§ 3. Uiterlijk op 1 juli 2018 en vervolgens om de vier jaar worden de plaats waar de bewakingssites gelegen zijn en de daarmee samenhangende bewakingsgegevens in verband met de luchtverontreiniging en, uiterlijk op 1 juli 2019 en vervolgens om de vier jaar worden de bewakingsgegevens bedoeld in paragraaf 1 door de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en het Agentschap overeenkomstig artikel 7 van het samenwerkingsakkoord van 18 mei 1994 het samenwerkingsakkoord van 18 mei 1994 tussen het Brusselse, Vlaamse en Waalse Gewest inzake het toezicht op emissies in de lucht en op de structurering van de gegevens aan IRCEL overgemaakt.

#### HOOFDSTUK VII. — Toegang tot de informatie

**Art. 19.** Worden bekendgemaakt op de website van het Agentschap:

1° het gewestelijke programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging en de eventuele bijgewerkte versies ervan;

2° de gewestelijke inventarissen van de emissies, met inbegrip van, in voorkomend geval, de aangepaste gewestelijke inventarissen van de emissies, de gewestelijke projecties van de emissies, de gewestelijke inventarissen van de in de ruimte verspreide emissies en de inventarissen van de grote punctuele bronnen en de inventarisverslagen, zoals bedoeld in artikel 17;

3° de gegevens betreffende het toezicht op de effecten van de luchtverontreiniging als bedoeld in artikel 18.

#### HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

**Art. 20.** Het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2002 tot vastlegging van emissieplafonds voor bepaalde luchtverontreinigende stoffen en het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 2004 houdende programma voor de geleidelijke vermindering van de uitstoot van SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, fotVOS en NH<sub>3</sub> worden opgeheven.

**Art. 21.** De artikelen 10 en 13 treden in werking op 31 december 2016.

**Art. 22.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,  
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE



## BIJLAGE 1. — Toezicht op en aangifte van de emissies in de atmosfeer

Tabel A. Vereisten inzake de jaarlijkse aangifte van de emissies bedoeld in artikel 16, § 1, lid 1.

Element	VERONTREINIGENDE STOFFEN	Chronologische reeks	Aangifte datums
Nationale emissies, totaal per bronncategorie (1) van de NKG (2)	— SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, NH <sub>3</sub> , CO — zware metalen (Cd, Hg, Pb) (3) — POP (4), HAP (5) totalen, benzo(a)pyreen, benzo(b)fluoranteen, benzo(k)fluoranteen, indeen (1,2,3-cd)pyreen, dioxines/furanen, PCB (6), HCB (7) — andere zware metalen (As, Cr, Cu, Ni, Se en Zn en hun verbindingen) (8)	Jaarlijkse aangifte, van 1990 tot aangiftejaar min 2 (X-2)	15 februari (11)
Totale nationale emissies per bronncategorie van de NKG (2)	— PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> (9) en, indien beschikbaar, CS — PTS (10)	Jaarlijkse aangifte, van 2000 tot aangiftejaar min 2 (X-2)	15 februari (11)

(1) De natuurlijke emissies worden aangegeven overeenkomstig de methodes vastgesteld in het Verdrag van Genève en de EMEP/AEE guidebook over de inventaris van de emissies van luchtverontreinigende stoffen. Zij zijn niet geïntegreerd in de nationale totalen en maken het voorwerp uit van een afzonderlijke aangifte.

(2) Nomenclatuur voor de kennisgeving van de gegevens (NKG), omschreven in het Verdrag van Genève.

(3) Cd (cadmium), Hg (kwik), Pb (lood).

(4) POP (Persistente Organische Verontreinigende Stoffen).

(5) HAP (polycyclische aromatische koolwaterstoffen).

(6) PCB (Polychloorbifenylen).

(7) HCB (hexachlorobenzeen).

(8) As (arseen), Cr (chrom), Cu (koper), Ni (nikkel), Se (seleen), Zn (zink).

(9) Onder "PM<sub>10</sub>" worden stofdeeltjes verstaan, met een aerodynamische diameter kleiner dan of gelijk aan 10 micrometres ofte m.

(10) PTS (Totale stofdeeltjes in suspensie).

(11) Bij fouten worden de gegevens opnieuw medegedeeld binnen een termijn van uiterlijk vier weken, en de ingevoerde wijzigingen dienen duidelijk te worden uiteengezet.

Tabel B. Vereisten voor de aangifte van de emissies en de projecties bedoeld in artikel 16, § 1, lid 2.

Element	Verontreinigende stoffen	Chronologische reeks/ Doeljaren	Aangifte datums
Vermaasde gegevens van de emissies per bronncategorie (NKG vermazing)	— SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, CO, NH <sub>3</sub> , PM <sub>10</sub> , PM <sub>2,5</sub> — zware metalen (Cd, Hg, Pb) — POP (totale HAP, HCB, PCB, dioxines/furanen) — CS (indien beschikbaar)	Om de vier jaar voor het aangiftejaar min 2 (X-2) Vanaf 2017	1 mei (1)
Grote punctuele bronnen, per bronncategorie (NKG vermazing)	— SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, CO, NH <sub>3</sub> , PM <sub>10</sub> , PM <sub>2,5</sub> — zware metalen (Cd, Hg, Pb) — POP (totale HAP, HCB, PCB, dioxines/furanen) — CS (indien beschikbaar)	Om de vier jaar voor het aangiftejaar min 2 (X-2) Vanaf 2017	1 mei (1)
Projecties van de emissies, geaggregeerd volgens NKG	— SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub> , COVNM, PM <sub>2,5</sub> en, indien beschikbaar, CS	Om de twee jaar ter dekking van de projectiejaren 2020, 2025, 2030 en, indien beschikbaar, 2040 en 2050 Vanaf 2017	15 maart

(1) Bij fouten worden de gegevens opnieuw medegedeeld binnen een termijn van uiterlijk vier weken, en de ingevoerde wijzigingen dienen duidelijk te worden uiteengezet.

Tabel C. Vereisten voor de jaarlijkse aangifte van de inventarisverslagen bedoeld in artikel 16, § 1, lid 3

Element	Verontreinigende stoffen	Chronologische reeks/ Doeljaren	Aangiftedatum
Inventarisverslag	— SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COVNM, NH <sub>3</sub> , PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> — zware metalen (Cd, Hg, Pb) en CS — POP [HAP totalen, benzo(a)pyreen, benzo(b)fluorantheen, benzo(k)fluorantheen, indeno (1,2,3-cd)pyreen, dioxines/furanen, PCB, HCB] — andere zware metalen (As, Cr, Cu, Ni, Se en Zn en hun verbindingen) en PTS	Ieder jaar (zoals opgegeven in de tabellen A en B)	15 maart

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 betreffende het verlagen van de emissies van sommige luchtverontreinigende stoffen.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

#### BIJLAGE 2. — Aanpassing van de verbintenissen tot verlaging

Wanneer het Gewest zijn raming voor de emissies van het jaar 2005 herziet en de absolute doelstelling inzake emissies voor België zodoende aangepast wordt, wordt de absolute doelstelling van het Waalse Gewest aangepast volgens de formule:

waar :

: emissieplafond voor het Waalse Gewest voor de verontreinigende stof x voor 2020 of 2030 (kt/j)

: emissieplafond voor het Waalse Gewest voor de verontreinigende stof x voor 2020 of 2030 zoals vastgesteld in de artikelen 5 en 6 (kt/j)

: bijwerking emissies voor 2005 voor verontreinigende stof x in het Waalse Gewest (kt/j)

: emissies voor 2005 in het Waalse Gewest van de verontreinigende stof x zoals vastgesteld in de artikelen 5 en 6 (kt/j)

: Verplichting tot verlaging van de emissies voor de verontreinigende stof x voor België zoals vastgesteld in Richtlijn 2016/2284 en opgenomen in onderstaande tabel in de vorm van een percentage.

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COVNM	NH <sub>3</sub>	PM <sub>2,5</sub>
2020	43	41	21	2	20
2030	66	59	35	13	39

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 betreffende het verlagen van de emissies van sommige luchtverontreinigende stoffen.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

**BIJLAGE 3. — Gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging**

## Deel 1. Algemene vereisten

Bij het vaststellen, het aannemen en het uitvoeren van het gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging wordt door de Minister:

1° de mate geëvalueerd waarin de gewestelijke emissiebronnen een effect zouden kunnen hebben op de luchtkwaliteit op het grondgebied, in het Vlaams Gewest en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in de naburige lidstaten, waarbij in voorkomend geval gesteund wordt op de gegevens en de methodes van EMEP ofte Programma voor samenwerking inzake de bewaking en de evaluatie van het transport van luchtverontreinigende stoffen over lange afstand in Europa krachtens het protocol bij het Verdrag van Genève voor de langetermijnfinanciering van het EMEP programma voor het transport van luchtverontreinigende stoffen over lange afstand in Europa;

2° rekening gehouden met noodzaak om de emissies van luchtverontreinigers te verlagen met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen inzake luchtkwaliteit op het grondgebied en, in voorkomend geval, in de naburige gewesten en lidstaten;

3° voorrang verleend aan de maatregelen voor de verlaging van de emissies van black carbon wanneer maatregelen worden genomen ter naleving van de verbintenissen tot verlaging van de emissies van fijne stofdeeltjes;

4° toegezien op de samenhang met andere relevante plannen en programma's, opgesteld krachtens wetgevende bepalingen.

## Deel 2. Inhoud van het gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging

1. Het initieel gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging dekt:

a) het gewestelijk actiekader voor de luchtkwaliteit en de bestrijding van de luchtverontreiniging die als grondslag voor het programma heeft diend, met name:

i) de actieprioriteiten en hun verband met de prioriteiten vastgesteld in andere relevante actiegebieden, met inbegrip van de klimaatverandering en, in voorkomend geval, landbouw, industrie en vervoer;

ii) de verantwoordelijkheden van de nationale, gewestelijke en plaatselijke overheden;

iii) de vooruitgang die geboekt wordt dankzij het vigerend beleid en de vigerende maatregelen op de plannen voor de verlaging van de emissies, de verbetering van de luchtkwaliteit en de graad van overeenstemming met de gewestelijke verplichtingen;

iv) de verwachte evolutie, ervan uitgaande dat de reeds aangenomen (beleids)maatregelen niet zouden worden gewijzigd;

b) de opties die in overweging worden genomen voor de naleving van de verbintenissen tot verlaging van de emissies voor de periode tussen 2020 en 2029 en vanaf 2030 en de tussenliggende emissieniveaus vastgelegd voor 2025 en ter verdere verbetering van de luchtkwaliteit, evenals de analyse van deze opties, met inbegrip van de analysemethode; in voorkomend geval, de individuele of gecombineerde impact van de (beleids)maatregelen op de verlagingen van emissies, op de luchtkwaliteit en het leefmilieu en de daarmee gepaard gaande onzekerheden;

c) de gekozen (beleids)maatregelen met het oog op het aannemen ervan, met inbegrip van het tijdsplan voor de aanneming, de uitvoering en de herziening ervan, en de verantwoordelijke bevoegde overheden;

d) in voorkomend geval, een uiteenzetting van de redenen waarom de indicatieve emissieniveaus voor 2025 niet nageleefd kunnen worden zonder maatregelen die tot disproportionele kosten zouden leiden;

e) in voorkomend geval, een verslag van het gebruikmaken van de flexibiliteiten bedoeld in de artikelen 10 tot 12 en de eventuele gevolgen daarvan voor het milieu;

f) een evaluatie van de wijze waarop de gekozen (beleids)maatregelen de compatibiliteit waarborgen met de plannen en programma's, ingevoerd in andere relevante actiegebieden.

2. Het bijgewerkt initieel gewestelijk programma ter bestrijding van de luchtverontreiniging dekt:

a) de evaluatie van de vooruitgang geboekt in de uitvoering van het programma, evenals inzake de verlaging van de emissies en de vermindering van de concentraties;

b) iedere belangrijke wijziging in de politieke context, de analyses, het programma of het tijdsplan van uitvoering ervan.

## Deel 3. De maatregelen voor de verlaging van de emissies van ammoniak, stofdeeltjes en black carbon

Het programma houdt rekening met het relevant beleidsoriënterend document voor ammoniak en doet een beroep op de best beschikbare technieken overeenkomstig Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies (geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging).

## A. Maatregelen met oog op de beperking van ammoniakemissies

1. DGO3 voert een indicatieve code van goede landbouwpraktijken in ter beperking van ammoniakemissies, rekening houdend met de kadercode van goede landbouwpraktijken ter beperking van ammoniakemissies, vastgesteld in 2014 in het kader van EEG-UNO waarbij minstens volgende aspecten worden gedekt:

a) stikstofbeheer, rekening houdend met de volledige stikstofcyclus;

b) veevoederstrategieën;

c) spreidingstechnieken voor dierlijke mest met een laag emissieniveau;

d) opslagsystemen voor dierlijke mest met een laag emissieniveau;

e) dierenhuisvestingssystemen met een laag emissieniveau;

f) mogelijkheden tot beperking van ammoniakemissies uit het gebruik van minerale meststoffen.

2. DGO3 kan een stikstofbalans vaststellen om de evolutie van het globaal reactie stikstofverlies uit landbouwbronnen op te volgen, meer bepaald voor ammoniak, stikstofprotoxide, ammonium, nitraten en nitrieten, volgens de beginselen verwoord in het beleidsoriënterend document van EEG-UNO over de nationale stikstofbalansen overeenkomstig Europees besluit 2012/10, ECE/EB.AIR/113/Ad.d. 1.

3. Het gebruik van meststoffen met ammoniumcarbonaat.

4. Ammoniakemissies uit kunstmest kan teruggedrongen onder toepassing van volgende principes:

a) vervanging van mest uit ureum door mest uit ammoniumnitraat;

b) wanneer mest uit ureum verder toegepast worden, methodes gebruiken waaruit blijkt dat ze de ammoniakemissies terug kunnen dringen met minstens 30 % in verhouding tot de resultaten uit de referentietechniek nader omschreven in het beleidsoriënterend document over ammoniak;

c) bevordering van de vervanging van kunstmest door organische mest en wanneer verder gebruik wordt gemaakt van kunstmest, deze spreiden in functie van de uitgerekende stikstof- en fosforbehoefte van ontvangend akker- en weiland, daarbij ook rekening houdend met het bestaande bodemnutriëntengehalte en de toevoer van nutriënten uit andere meststoffen.

5. Ammoniakemissies uit dierlijk mest kan teruggedrongen worden onder toepassing van volgende principes:

a) beperking van emissies uit gier- en mestspreading op akker- en weiland via methodes tot vermindering van de emissies met minstens 30 % in verhouding tot de referentiemethode omschreven in het beleidsoriënterend document over ammoniak en middels de inachtneming van volgende voorwaarden:

i) spreading van gier en mest enkel in functie van de uitgerekende stikstof- en fosforbehoefte van ontvangend akker- en weiland, daarbij ook rekening houdend met het bestaande bodemnutriëntengehalte en de toevoer van nutriënten uit andere meststoffen;

ii) geen enkele spreading van gier en mest op ontvangende grond bij watersaturatie, overstroming, vorst of een sneeuwlaag;

iii) spreading van gier op weiland met een rijenbemester met slangen of een zodenbemester of door ingraving op min of meer grote diepte;

iv) ingraving van mest en gier, gespreid over akkerland, binnen de vier uur na spreading;

b) vermindering van de emissies door opslag van dierlijke mest buiten de dierenhuisvestingsplaatsen door toepassing van volgende principes:

i) bij gieropslag tanks gebouwd na 1 januari 2022, gebruikmaking van opslagsystemen of -technieken met een laag emissieniveau waaruit blijkt dat de ammoniakemissie met minstens 60 % verlaagd wordt ten opzichte van de referentiemethode omschreven in het beleidsoriënterend document over ammoniak; voor bestaande gieropslag tanks moet de verlaging minstens 40 % bedragen;

ii) afdekken van mestopslag tanks;

iii) erop toezien dat landbouwbedrijven over een voldoende opslagcapaciteit beschikken om het spreiden enkel te verrichten tijdens gewasgroei periodes;

c) verlaging van de emissies uit dierenhuisvestingsplaatsen middels systemen waaruit blijkt dat ammoniakemissies met minstens 20 % verlaagd worden ten opzichte van de referentiemethode omschreven in beleidsoriënterend document over ammoniak;

d) verlaging van de emissies uit dierlijke mest door voederstrategieën met een laag proteïnegehalte waaruit blijkt dat ammoniakemissies met minstens 10 % verlaagd worden ten opzichte van de referentiemethode omschreven in beleidsoriënterend document over ammoniak.

B. Maatregelen voor de verlaging van de emissies van stofdeeltjes en black carbon

1. Onverminderd bijlage II bij de randvoorwaarden van Verordening (EU) nr. 1306/2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid kan het verbranden van landbouwafvalstoffen, bosbouwresten en oogstresten worden verboden.

Iedere afwijking van het verbod wordt beperkt tot de preventieve programma's tot voorkoming van wildvuur, bestrijding van plaagorganismen of vrijwaring van biodiversiteit.

2. DGO3 kan een indicatieve code van goede praktijken opstellen voor een zorgvuldig beheer van oogstresten, berustend op volgende beginselen:

a) een verbeterde bodemstructuur dankzij ingraving van oogstresten;

b) gebruik van verbeterde ingravingstechnieken voor oogstresten;

c) alternatief gebruik van oogstresten;

d) verbeterd nutriëntengehalte en bodemstructuur door ingraving van dierlijke mest als behoefte voor optimale plantengroei, waarbij het verbranden van dierlijke mest (hoeve- en stalstromest).

## C. Kleine landbouwbedrijven vrijwaren

Bij het nemen van de maatregelen bepaald in afdelingen A en B ziet DGO3 erop toe dat volop rekening gehouden wordt met de weerslag daarvan op kleine en micro-landbouwbedrijven.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 betreffende het verlagen van de emissies van sommige luchtverontreinigende stoffen.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

**BIJLAGE 4.** — Methodes voor uit- en bijwerken van de gewestelijke inventarissen van de emissies, de gewestelijke projecties van de emissies, de inventarisverslagen en de aangepaste de gewestelijke inventarissen bedoeld in artikel 16

Wat de verontreinigende stoffen betreft, bedoeld in bijlage 1, worden door het Agentschap uitgewerkt, de inventarissen van de emissies, de in voorkomend geval aangepaste inventarissen van de emissies, de projecties van de emissies, de inventarissen van de ruimte verdeelde emissies, de inventarissen uit grote punctuele bronnen en de inventarisverslagen met behulp van de methodes aangenomen door de verdragsluitende partijen van het Verdrag van Genève, namelijk de EMEP richtlijnen voor het overmaken van de emissiegegevens en wordt gebruik gemaakt van de EMEP/AEE handleiding over de inventaris van de emissies van luchtverontreinigende stoffen, hierna EMEP/AEE handleiding genoemd, die daarin wordt vermeld. Daarnaast wordt aanvullende informatie, in het bijzonder de activiteitsgegevens, nodig voor de analyse van de inventarissen van de emissies en projecties van de emissies overeenkomstig dezelfde richtlijnen vastgesteld.

De toepassing van de EMEP richtlijnen voor de communicatie van de emissiegegevens gebeurt onverminderd de bijkomende modaliteiten nader bepaald in huidige bijlage en de vereisten inzake de nomenclatuur voor de kennisgeving van de gegevens, de chronologische reeksen en de aangiftdatum nader omschreven in bijlage 1.

## DEEL 1. Inventarissen van de jaarlijkse emissies

1. De inventarissen van de emissies zijn transparant, coherent, vergelijkbaar, volledig en juist.

2. De emissies van de geïnventariseerde hoofdcategorieën worden berekend volgens methodes omschreven in de EMEP/AEE handleiding, met het oog op de toepassing van een methode van niveau 2 of hoger en gedetailleerder.

Het Agentschap kan andere, wetenschappelijk verantwoorde en compatibele methodes gebruiken om de gewestelijke inventarissen van de emissies vast te stellen op voorwaarde dat die methodes meer nauwkeurige ramingen opleveren dan de standaardmethodes van de EMEP/AEE handleiding.

3. Wat de emissies door het vervoer betreft, worden de emissies berekend en aangegeven overeenkomstig de nationale energiebalansen, overgemaakt aan Eurostat.

4. De emissies uit wegvervoer worden berekend en aangegeven op grond van de hoeveelheid verkochte brandstof. De emissies uit wegvervoer kunnen ook aangegeven worden op grond van de hoeveelheid verbruikte brandstoffen of het afgelegd kilometertal.

5. De jaarlijkse emissies worden aangegeven in de toepasselijke eenheid, die opgegeven staat in de kennisgeving NKG van het Verdrag van Genève.

## DEEL 2. Projecties van de emissies

1. De projecties van de emissies zijn transparant, coherent, vergelijkbaar, volledig en juist, en de overgemaakte informatie bevat minstens:

- a) een duidelijke omschrijving van de aangenomen en voorziene (beleids)maatregelen, vervat in deze projecties;
- b) in voorkomend geval, de resultaten van de gevoeligheidsanalyse, uitgewerkt voor deze projecties;
- c) een omschrijving van de methodes, modellen, basishypothesen en in- en uitgaande hoofdparameters.

2. De projecties van de emissies worden geraamd en geaggregeerd voor de betrokken bronnensectoren. Een projectie "met maatregelen" (aangenomen maatregelen) en, in voorkomend geval, een projectie "met bijkomende maatregelen" (voorziene maatregelen) wordt voor iedere verontreinigende stof verstrekt, overeenkomstig de oriëntaties verstrekt in de EMEP/AEE handleiding.

3. De projecties van de emissies zijn coherent met de inventaris van de jaarlijkse emissies voor het jaar x-3 en voor de projecties, medegedeeld in het kader van Verordening (EU) nr. 525/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende een bewakings- en rapportagesysteem voor de uitstoot van broeikasgassen en een rapportagemechanisme voor overige informatie op nationaal niveau en op het niveau van de unie met betrekking tot klimaatverandering, en tot intrekking van Beschikking nr. 280/2004/EG.

## DEEL 3. Inventarisverslag

De inventarisverslagen worden uitgewerkt overeenkomstig de EMEP richtlijnen voor het overmaken van de emissiegegevens, en aangegeven middels het model-inventarisverslag dat daarin nader is uitgewerkt. Het inventarisverslag bevat:

- 1° de omschrijvingen, referenties en informatiebronnen, hypothesen, de specifiek gebruikte emissiefactoren en activiteitsgegevens, evenals de redenen waarom ze in overweging zijn genomen;
- 2° een omschrijving van de hoofdcategorieën van emissiebronnen;
- 3° informatie over de onzekerheden, de kwaliteitsbewaking en de verificatie;
- 4° een omschrijving van de voorziene institutionele bepalingen voor het uitwerken van de inventarissen;
- 5° de nieuwe berekeningen en de voorziene verbeteringen;
- 6° in voorkomend geval, informatie over het inzetten van de flexibiliteiten als voorzien in de artikelen 10 tot 12;

- 7° in voorkomend geval, uitleg over de het verschil met het verlagingstraject als bepaald in artikel 8 en de maatregelen die genomen zijn om opnieuw op dit traject terecht te komen;
- 8° een samenvatting.

#### DEEL 4. Aanpassing van de inventarissen van de emissies

1. Het voorstel tot aanpassing van de inventaris van de emissies overeenkomstig artikel 10 houdt in:
- a) het bewijs dat de betrokken verbintenis(en) tot verlaging van de emissies niet nageleefd is/zijn;
  - b) de bewijsvoering voor de mate waarin de aanpassing van de inventaris van de emissies de niet-naleving terugdringt en bijdraagt tot de naleving van de betrokken verbintenis(en) tot verlaging van de emissies;
  - c) een schatting van de datum waarop de betrokken verbintenis(en) tot verlaging van de emissies in voorkomend geval verondersteld worden bereikt te zijn, op grond van de projecties van de emissies bij uitblijven van een aanpassing;
  - d) het bewijs dat de aanpassing verenigbaar is met één of meerdere van de drie volgende omstandigheden. Er kan in voorkomend geval verwezen worden naar de vroegere relevante aanpassingen:
    - i) in het geval van nieuwe categorieën van emissiebronnen:
      - het bewijs dat de nieuwe categorie van emissiebronnen aangetoond wordt in de wetenschappelijke literatuur of de EMEP/AEE handleiding;
      - het bewijs dat deze bronnen categorie niet vervat is in de betrokken inventaris van de historische emissies op het ogenblik waarop de verbintenis tot verlaging van de emissies is vastgesteld;
      - het bewijs dat de emissies uit een nieuwe bronnen categorie er mee voor zorgen dat het Gewest zijn verbintenissen tot verlaging van de emissies niet kan halen, ondersteund door een omstandige omschrijving van de methode, de gegevens en de emissiefactoren gebruikt voor het bereiken van deze conclusie;
    - ii) in het geval waarin emissiefactoren met significante verschillen zijn gebruikt om de emissies uit bepaalde bronnen categorieën te bepalen:
      - een omschrijving van de initiële emissiefactoren, met inbegrip van een omstandige omschrijving van de wetenschappelijke grondslag voor het bepalen van de emissiefactoren;
      - het bewijs dat de initiële emissiefactoren gebruikt zijn om de verlaging van de emissies te bepalen op het ogenblik waarop deze verlagingen zijn vastgelegd;
      - een omschrijving van de bijgewerkte emissiefactoren, met inbegrip van een omstandige omschrijving van de wetenschappelijke grondslag voor het bepalen van de emissiefactoren;
      - een vergelijking van de ramingen van de verkregen emissies door het gebruiken van de initiële emissiefactoren en de bijgewerkte emissiefactoren, waarbij aangetoond wordt dat de wijziging van de emissiefactoren er mee voor zorgt dat het Gewest zijn verbintenissen tot verlaging ervan niet kan halen;
      - de gevolgde redenering om te bepalen of de wijziging van de emissiefactoren substantieel is;
    - iii) in het geval waarin methodes met significante verschillen zijn gebruikt om de emissies uit bepaalde bronnen categorieën te bepalen:
      - een omschrijving van de initieel gebruikte methode, met inbegrip van een omstandige omschrijving van de wetenschappelijke grondslag voor het bepalen van de emissiefactoren;
      - het bewijs dat de initiële methode gebruikt is om de verlaging van de emissies te bepalen op het ogenblik waarop deze verlagingen zijn vastgelegd;
      - een omschrijving van de gebruikte bijgewerkte methode, met inbegrip van een omstandige omschrijving van de wetenschappelijke grondslag of de referentie die voor het afstellen ervan is gebruikt;
      - een vergelijking van de ramingen van de emissies verkregen door de initiële methode en de bijgewerkte methode, waaruit blijkt dat de methodewijziging er mee voor zorgt dat het Gewest zijn verlaging verbintenissen niet kan halen;
      - de gevolgde redenering om te bepalen of de wijziging van de emissiefactoren substantieel is.
2. De Regering kan dezelfde informatie mededelen ondersteund met aanpassingsprocedures die op vergelijkbare vroegere voorwaarden berusten voor zover de overeenkomstig paragraaf 1 vereiste specifieke informatie getoond wordt.
3. Het Agentschap herberekent de aangepaste emissies om voor zover als mogelijk de samenhang te waarborgen van de chronologische reeksen voor elk jaar waarvoor één of meerdere aanpassingen zijn opgesteld.
4. Om te bepalen of de relevante voorwaarden van paragraaf 1 vervuld zijn, worden de verbintenissen tot verlaging van de emissies voor de jaren 2020 tot 2029 beschouwd als vastgesteld op 4 mei 2012.
5. Vanaf 2025 zijn de volgende bijkomende voorwaarden van toepassing op de aanpassingen in het geval waarin er emissiefactoren of gebruikte methodologieën zouden bestaan om de emissies te bepalen uit sommige bronnen categorieën die significante verschillen vertonen met die welke verwacht worden van de uitvoering van een bepaalde norm of regel van de Europese wetgeving inzake de bestrijding van de luchtverontreiniging krachtens paragraaf 1, d) ii) en iii);
- a) Na rekening te hebben gehouden met de resultaten van inspectie- en uitvoeringsprogramma's ter controle van de doeltreffendheid van de Europese wetgeving inzake de bestrijding van de luchtverontreiniging aan de bron, toont het Gewest aan dat de emissiefactoren die significante verschillen vertonen niet voortvloeien uit de uitvoering of de implementering van deze wetgeving;
  - b) De Minister heeft de Commissie ingelicht over het significante verschil van de emissiefactoren.
- Voor lid 1 wordt verstaan onder "Europese wetgeving inzake de bestrijding van de luchtverontreiniging aan de bron": wetgeving van de Europese Unie met het oog op de verlaging van de emissies van de luchtverontreinigende stoffen als bedoeld in bijlage 1 door het nemen van mitigatiemaatregelen aan de bron.
- Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 betreffende het verlagen van de emissies van sommige luchtverontreinigende stoffen.
- Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,  
Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

**BIJLAGE 5.** — Facultatieve indicatoren voor de bewaking van de effecten van de luchtverontreiniging als bedoeld in artikel 17

1. Voor de zoetwaterecosystemen: bepaling van de omvang van biologische schade, met inbegrip van gevoelige receptoren (microfyten, macrofyten en diatomeeën), en vermindering van de visbestanden of populaties ongewervelden;

Stuutindicator voor de zuurneutralisatiecapaciteit (ANC) en bijkomende zuurtegraadindicatoren (pH), opgeloste sulfaten (SO<sub>4</sub>), nitraten (NO<sub>3</sub>) en opgeloste organische koolstof:

Staalafnamefrequentie: jaarbasis (herfstcirculatie in meren) tot maandbasis (waterlopen).

2. Voor de terrestrische ecosystemen: evaluatie van de bodemzuurtegraad, verlies aan nutritionele elementen in de bodem, van de stikstofbalans en het biodiversiteitsverlies:

a) sleutelindicator van de bodemzuurtegraad: wisselbare deeltjes van kationen (basale saturatie) en wisselbaar aluminium in de bodems:

Staalafnamefrequentie : om de tien jaar;

Bijkomende indicatoren: pH, sulfaten, nitraten, basiskationen, aluminiumconcentraties in een bodemoplossing;

Staalafnamefrequentie: ieder jaar (in voorkomend geval);

b) sleutelindicator voor de spoeling van de nitraten in de bodem (NO<sub>3</sub>, lixivatie):

Staalafnamefrequentie: ieder jaar;

c) sleutelindicator voor de verhouding koolstof/stikstof (C/N) en bijkomende indicator totale stikstof in de bodem (N<sub>tot</sub>):

Staalafnamefrequentie : om de tien jaar;

d) sleutelindicator voor de balans van nutriëntensubstanties in blad (N/P, N/K, N/Mg):

Staalafnamefrequentie : om de vier jaar;

3. Voor de terrestrische ecosystemen: bepaling van de groeischade aan de beplanting en biodiversiteitsverlies door ozon:

a) sleutelindicator voor plantengroei en bladschade en bijkomende indicator koolstofflux (Cflux):

Staalafnamefrequentie: jaarlijks;

b) sleutelindicator voor de overschrijding van de kritische niveaus in termen van flux:

Staalafnamefrequentie: ieder jaar tijdens groeiperiode.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 betreffende het verlagen van de emissies van sommige luchtverontreinigende stoffen.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/14332]

**28 FEVRIER 2019. — Arrêté ministériel modifiant la grille de classement des « endroits de camp »**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le Code wallon du Tourisme et notamment les articles 463 et 464,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'annexe 26 du Code wallon du Tourisme fixant la grille de classement des « endroits de camp » visée aux articles 463 AGW et 464 AGW du Code wallon du Tourisme est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2019.

R. COLLIN